

Public Inquiry Into Foreign Interference in Federal Electoral Processes and Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux

Public Hearing

Audience publique

Commissioner / Commissaire The Honourable / L'honorable Marie-Josée Hogue

VOLUME 5

Held at :

Library and Archives Canada Bambrick Room 395 Wellington Street Ottawa, Ontario K1A 0N4 Bibliothèque et Archives Canada Salle Bambrick 395, rue Wellington Ottawa, Ontario K1A 0N4

Friday, February 2, 2024

Le vendredi 2 février 2024

INTERNATIONAL REPORTING INC. https://www.transcription.tc/ (800)899-0006

Tenue à:

II Appearances / Comparutions

Commission Lead Counsel / Procureure en chef de la commission

Commission Counsel / Avocat(e)s de la commission

Commission Research Council / Conseil de la recherche de la commission

Commission Senior Policy Advisors / Conseillers principaux en politiques de la commission

Commission Staff / Personnel de la commission Shantona Chaudhury

Gordon Cameron Erin Dann Matthew Ferguson Hubert Forget Howard Krongold Hannah Lazare Jean-Philippe Mackay Kate McGrann Lynda Morgan Siobhan Morris Annie-Claude Poirier Gabriel Poliquin Natalia Rodriguez **Guillaume Rondeau Nicolas Saint-Amour Daniel Sheppard** Maia Tsurumi **Geneviève Cartier** Nomi Claire Lazar Lori Turnbull Leah West Paul Cavalluzzo Danielle Côté Annie Desgagné

Casper Donovan Michael Tansey

III Appearances / Comparutions

Ukrainian Canadian Congress	Donald Bayne Jon Doody
Government of Canada	Gregory Tzemenakis Barney Brucker
Office of the Commissioner of Canada Elections	Christina Maheux Luc Boucher
Human Rights Coalition	Hannah Taylor Sarah Teich
Russian Canadian Democratic Alliance	Mark Power Guillaume Sirois
Michael Chan	John Chapman Andy Chan
Han Dong	Mark Polley Emily Young Jeffrey Wang
Michael Chong	Gib van Ert Fraser Harland
Jenny Kwan	Sujit Choudhry Mani Kakkar
Media Coalition	Christian Leblanc Patricia Hénault
Centre for Free Expression	John Mather Michael Robson

IV Appearances / Comparutions

Churchill Society	Malliha Wilson
The Pillar Society	Daniel Stanton
Democracy Watch	Wade Poziomka Nick Papageorge
Canada's NDP	No one appearing
Conservative Party of Canada	Michael Wilson Nando de Luca
Chinese Canadian Concern Group on The Chinese Communist Party's Human Rights Violations	Neil Chantler
Erin O'Toole	Thomas W. Jarmyn Preston Lim
Senator Yuen Pau Woo	Yuen Pau Woo

V
Table of Content / Table des matières

PAGE

- -

MR. DOMINIC LeBLANC, Sworn/Assermenté	2
Examination in-Chief by/Interrogatoire en-chef par Ms. Shantona Chaudhury	2
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. John Mather	39
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Christian Leblanc	50
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Ms. Hannah Taylor	60
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Guillaume Sirois	66
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Sujit Choudhry	76

Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Christian Leblanc	83
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. John Mather	88
Closing Submissions by/Représentations finales par Ms. Hannah Taylor	92
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Jon Doody	96
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Guillaume Sirois	98
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Luc Boucher	102
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Mark Polley	105
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Gib van Ert	109
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Sujit Choudhry	112
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Michael Wilson	116
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Thomas Jarmyn	117
Closing Submissions by/Représentations finales par MS. Malliha Wilson	120
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Daniel Stanton	123
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Wade Poziomka	125
Closing Submissions by/Représentations finales par Mr. Gregory Tzemenakis	129

VI Exhibit List / Liste des pièces

No.	DESCRIPTION	PAGE
WIT 1	Interview Summary: Dominic LeBlanc (Minster of Public Safety, Democratic Institutions and Intergovernmental Affairs	3
WIT 2	Résumé d'entretien : Dominic LeBlanc (ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales	3
COM 3	Orders in Council - Terms of Reference	77

Ottawa, Ontario 1 --- L'audience débute le vendredi 02 février 2024 à 9 h 59 2 The hearing begins Friday, February 2, 2024 at 9:59 a.m. 3 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, 4 s'il vous plait. 5 6 This sitting of the Foreign Interference Commission is now in session. Commissioner Hoque is 7 8 presiding. 9 Cette séance de la Commission sur l'ingérence étrangère est maintenant en cours. La commissaire Hoque 10 préside. 11 Il est 9 h 59. 12 13 COMMISSIONER HOGUE: Bonjour. So good 14 morning, everyone. 15 Avant de commencer, je voudrais simplement rappeler à tous que lorsque vous êtes au podium, et je vais 16 en profiter pour rappeler la même chose aux témoins, il ne 17 faut pas parler trop rapidement. On a d'excellents 18 19 interprètes, mais on rend leur travail très difficile lorsqu'on parle trop vite, alors ... 20 21 I would like just to remind everyone that it 22 is important not to speak too fast. We are having excellent interpreters, but their job is much more difficult when 23 someone speaks too fast, so I will make my best to remind you 24 throughout the day to speak slowly. 25 Alors, Maitre Chaudhury. 26 Me SHANTONA CHAUDHURY: Bonjour. Le témoin a-27 t-il fait son affirmation? 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

COMMISSAIRE HOGUE: Non, pas encore. 1 2 LE GREFFIER: Veuillez indiquer votre nom et épeler votre nom de famille sur le dossier. 3 M. DOMINIC LeBLANC: Dominic LeBlanc. 4 LE GREFFIER: Veuillez lever la main droite, 5 s'il vous plait. 6 Jurez-vous de dire la vérité, toute la 7 8 vérité, et rien que la vérité, avec l'aide de Dieu? 9 M. DOMINIC LeBLANC: Je le jure. --- MR. DOMINIC LeBLANC, Sous affirmation 10 solennelle/Affirmed: 11 12 LE GREFFIER: Merci beaucoup. 13 Vous pouvez procéder. 14 Me SHANTONA CHAUDHURY: Merci. Et bonjour, Monsieur le Ministre. Alors, 15 asseyez-vous, s'il vous plait. 16 17 Merci d'être avec nous ce matin. Bon, avant qu'on commence vraiment, je vais juste vous prévenir que je 18 19 vais parfois poser mes questions en français, parfois en anglais, et je vous invite, bien sûr, à répondre dans la 20 langue de votre choix. 21 22 M. DOMINIC LeBLANC: Ca me fera plaisir. Me SHANTONA CHAUDHURY: Parfait. 23 24 --- EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me SHANTONA CHAUDHURY: 25 Me SHANTONA CHAUDHURY: On va commencer alors 26 27 avec juste une question d'intendance pour déposer votre

28 résumé d'entretien en preuve.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC In-Ch (Chaudhury)

Alors, je demanderais, s'il vous plait, au 1 greffier de présenter le document WIT, plusieurs zéros, 2 au 2 témoin. 3 Il s'agit là, en attendant, Monsieur le 4 Ministre, de la version française du résumé de votre 5 entretien avec les avocats de la Commission. 6 Le voilà. Parfait. 7 8 Alors, Monsieur le Ministre, est-ce que vous vous rappelez avoir participé à un entretien avec les avocats 9 de la Commission il y a quelques semaines, soit le 19 janvier 10 2024? 11 --- EXHIBIT No./PIÈCE No. WIT 2: 12 13 Résumé d'entretien : Dominic LeBlanc 14 (ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des 15 Affaires intergouvernementales 16 --- EXHIBIT No./PIÈCE No. WIT 1: 17 Interview Summary: Dominic LeBlanc 18 19 (Minster of Public Safety, Democratic Institutions and Intergovernmental 20 Affairs 21 22 M. DOMINIC LeBLANC: C'est sûr, on était à Montréal. 23 24 Me SHANTONA CHAUDHURY: C'est ça, exactement. Et pouvez-vous nous confirmer que ce document est bel et bien 25 le résumé de cette entrevue? 26 M. DOMINIC LeBLANC: Absolument. Je l'ai lu 27 28 puis c'est absolument le document.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Me SHANTONA CHAUDHURY: OK. Parfait. Et que 1 2 son contenu représente bien les teneurs de vos propos? 3 M. DOMINIC LeBLANC: Absolument. Me SHANTONA CHAUDHURY: Parfait. Merci. 4 Vous pouvez laisser le document là parce que 5 6 je peux peut-être faire référence au document plus tard. Alors, juste pour commencer avec un peu de 7 contexte, Monsieur le Ministre, est-ce que je vous 8 demanderais de nous décrire votre portefeuille ministériel et 9 les domaines auxquels il touche et, en ce faisant, dans vos 10 réponses, je vous demanderais de préciser deux choses. 11 Premièrement, juste depuis quand vous occupiez ces postes-là 12 13 et, deuxièmement, si vous pouvez nous expliquer la manière 14 dont chacun de ces portefeuilles est lié à la sécurité nationale ou non et à la confidentialité du renseignement et, 15 en fait, aux enjeux dont nous discutons cette semaine. 16 M. DOMINIC LeBLANC: Alors, je suis le 17 ministre... j'ai trois fonctions : sécurité publique, 18 19 institutions démocratiques et affaires intergouvernementales. Je suis ministre des Affaires 20 21 intergouvernementales depuis 2018. Il y a une certaine 22 période, j'ai été malade, monsieur Morneau et ensuite madame 23 Freeland m'ont remplacé par intérim pendant cette période. Je suis redevenu ministre des Affaires intergouvernementales en 24 2020. 25 C'est la façon que notre gouvernement 26 interagit avec nos partenaires dans la Fédération. Souvent, 27 les premiers ministres, sauf au Québec, les premiers 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

ministres sont eux aussi ministres des Affaires
 intergouvernementales dans leur gouvernement. Alors, c'est
 une façon pour notre gouvernement d'avoir une relation avec
 les provinces et les territoires sur les enjeux de
 juridictions partagées.

6 À votre question est-ce qu'il y a beaucoup d'éléments de sécurité nationale, de protection des 7 institutions démocratiques, pas énormément dans cette 8 9 fonction-là. Cependant, je me rappelle par exemple quand il y avait la question des ballons qui ont survolé le Yukon l'été, 10 il y a un an et demi, je crois, le premier ministre du Yukon 11 m'a appelé, je n'étais pas ministre de la Sécurité publique, 12 13 c'était parce c'était son point de contact au gouvernement 14 fédéral.

Les deux autres fonctions touchent beaucoup 15 au travail que vous faites dans la partie (d) de votre 16 Commission. Évidemment, je suis ministre des Institutions 17 démocratiques depuis 2019 et, avec cette fonction-là, je suis 18 19 responsable par exemple du plan de protection de la démocratie que nous avons mis en place avant que j'assume ces 20 21 fonctions-là. J'ai moi-même amélioré ou ajusté le plan avant 22 les élections de 2021 dans cette fonction-là.

Je suis ministre responsable pour la loi électorale, la loi sur le redécoupage électoral suite au recensement, mais c'est une fonction au Conseil privé qui vise un peu la façon qu'on peut améliorer l'accès à la démocratie, qu'on peut encourager les Canadiens d'aller voter. C'est une fonction qui existe comme un portefeuille à

INTERNATIONAL REPORTING INC.

part avant que le premier ministre l'avait combinée dans mon
 cas.

Évidemment, le ministère de la Sécurité 3 publique est une fonction qui existe depuis, je crois, 2001. 4 C'est un ministère qui regroupe principalement cinq agences, 5 6 qui interagit avec la Sécurité nationale, c'est sûr, la Commission de la libération conditionnelle, le Service 7 correctionnel du Canada, l'Agence des services frontaliers, 8 9 mais dans le domaine de votre travail, j'imagine, c'est beaucoup plus le Service de renseignement et de sécurité du 10 Canada et la GRC. Alors, c'est ces cinq agences-là dans le 11 portefeuille, mais avec un ministère qui s'occupe un peu de 12 13 coordonner la politique entre ces cinq agences-là.

14

Me SHANTONA CHAUDHURY: Parfait. Merci.

Bon, allons maintenant plus dans la 15 substance. Durant votre témoignage, Monsieur le Ministre, je 16 vais vous présenter plusieurs enjeux qui ont été soulevés 17 cette semaine, des fois aux échanges que la Commission a eus 18 19 avec des experts ou bien avec des témoins de la fonction publique qui ont témoigné hier, et surtout la perspective et 20 21 les commentaires très utiles que nous avons recu des 22 participants, soit ceux qui sont dans la salle, soit ceux qui participant à distance. 23

Alors, commençons avec des thèmes un peu plus généraux. Et, là je vais changer en anglais pour un bout. So the first theme, I'll put it to you that way, that we're going to discuss is transparency in the context of foreign interference, and I would say that it's

INTERNATIONAL REPORTING INC.

been the overarching theme of the week. That the tension, if 1 I could put it that way, between, on the one hand, the public 2 interest in transparency in the disclosure of information 3 about foreign interference, and on the other hand, the public 4 interest in ensuring that national security agencies can keep 5 6 doing what they do to try and keep Canadians safe, which may involve protection of sources, methodologies, investigations, 7 and the like. 8

9 So it's frequently been said, and certainly 10 this week, that there's an inherent tension, there's a 11 contradiction there. So I'll just start by asking you for 12 your comments on that.

MR. DOMINIC LeBLANC: I -- so I, I have
obviously taken note of the hearings this week. This is a
subject of discussion that I would have with the senior
officials with whom I work.

I wouldn't describe it as a tension, it's a 17 balance. And it's not a binary choice. I think the 18 19 government has to do both, has to maximise -- in the area of foreign interference and democratic processes, you want to 20 21 have as much as possible an informed citizenry, a resilient 22 electorate. People need to understand the nature of foreign interference, that the threat is real, the threat evolves. 23 We have been talking about this publicly for six or seven 24 years, so have the security agencies as well, and CSIS for 25 example in their report. 26

27 So on the one hand, we do absolutely accept28 the need to maximise public understanding of these issues.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

That is one of the best ways to detect and disrupt attempts 1 to interfere in electoral processes. But as you noted in the 2 question, there is also an obligation by law, imposed by 3 statute, on the national security agencies to protect certain 4 classified documents, certain classified information because, 5 6 A, they have an important responsibility to protect Canadians and democratic institutions, and to do that they need to have 7 access to intelligence products that come often from allies. 8

9 I am struck -- and come with caveats around disclosure. The same way when we would share intelligence 10 information with allies, we often put caveats around 11 disclosure of the information to protect human sources, 12 13 investigative methodologies. And I know the Director and 14 others, who you heard from yesterday, can speak to the details of that more than I can. But I was struck when I 15 became Minister of Public Safety the extent to which we're 16 net importers of intelligence information, and some of this 17 information is vital to protect the very security of our 18 19 country in the case of anti-terrorism investigations.

So most modern democracies have intelligence 20 21 services with legislated rules around protecting sources, 22 protecting disclosure. That's essential for them to do the work that Parliament's asked them to do, but there exist, 23 obviously in the case of getting that balance right, a number 24 of oversight bodies that supervise the work of these 25 agencies, a National Security and Intelligence Committee of 26 Parliamentarians, the National Security Intelligence Review 27 Agency, chaired by a former justice of the Supreme Court of 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Canada. So we have also built in, as one would want to, the 1 2 appropriate mechanisms to ensure that they're doing this work according to law. 3 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So there's a 4 lot in that answer so I'm going to unpack it a little bit 5 6 with you now. I think you referred to, first, it's not a 7 8 binary. That's something that we heard from Mr. Vigneault yesterday. So probably a little in the morning for 9 philosophy, but if you want ---10 11 MR. DOMINIC LeBLANC: Maybe he borrowed a line of mine. I saw him say that, and I ---12 13 MS. SHANTONA CHAUDHURY: You're never know. 14 MR. DOMINIC LeBLANC: Imitation is the greatest form of flattery. 15 MS. SHANTONA CHAUDHURY: You never know. 16 17 So would you agree with me, then, that transparency is something that's necessary to combat foreign 18 19 interference? It's not a plus, it's not a bonus, it's fundamental to the enterprise? 20 21 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. 22 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. And I'll take 23 you -- you know, I'll take you back to the net importer idea 24 in a bit, but I did want to put to you something more specific right now, which is that I'm sure you're aware of --25 there's a letter from the Department of Justice to the 26 Commission that was sent on December 15th, along with 13 27 28 redacted documents that we'd asked the Department of Justice

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 to provide.

There's a lot in that letter. There's no 2 need to pull it up, I'm not going to refer to anything super 3 specific. But the letter says a lot of things, but one of 4 the messages, definitely, is the government's position that 5 6 full public disclosure of all of the information to which the Commission becomes privy is, if I can put it this way, an 7 unlikely outcome, given the highly classified nature of that 8 9 information.

10 So one -- at least one of the parties to the 11 hearings this week has described that as an inauspicious 12 start to the public Inquiry. So I'll ask you for your 13 response to that.

14 MR. DOMINIC LeBLANC: The Inquiry was born out of a -- the terms of reference that were agreed to by all 15 recognised parties in the House of Commons. Every line and 16 every word in those terms of reference was agreed to by all 17 recognised parties in the House of Commons. I personally 18 19 negotiated for many weeks with my counterparts in opposition parties. And in those terms of reference, there are a number 20 21 of, I think, appropriate mechanisms contemplated to deal with 22 what we talked a moment ago, the appropriate balance in allowing the Commission to do the work that Canadians want 23 the Commission to do. 24

The government, of course, is ready to work with the Commission, and I think officials said that yesterday, to ensure that any information that the Commission decides it wants to be made public can be done so in the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

appropriate way, and the terms of reference contemplate, for 1 example, summaries of particular information. 2 There can be in-camera hearings with summaries produced. There are number 3 of ways the government will help its right to a release of 4 documents, and the independent special rapporteur had used 5 6 that mechanism a lot where officials will work with your colleagues to ensure that documents and information can be 7 written in a way that can be released. 8

9 And I won't repeat it, but for the reasons that I said earlier are important to protect the agencies' 10 ability, it's not that these security agencies want to keep 11 the information private out of a -- just because on their own 12 13 they want to do that, it's because as the Director and I have 14 just said there are very, I think, understandable and lawful 15 reasons why that has to be done. But the terms of reference deliberately, and these Part D hearings are also very much 16 part of that effort so that Canadians can understand the 17 balance in this space. 18

19 The Commission, of course, has access itself to all of the most classified documents in this area. 20 Ι 21 think that's important too. I think it's important that 22 Canadians understand that as the Commission releases its reports, the Commission will have access to, obviously, 23 unredacted documents and access to all the witnesses it 24 thinks are appropriate to provide the information. 25 But the public release of that information, for the reasons that have 26 been communicated, is necessarily balanced by the need for 27 these agencies to do the work. And of course, there are 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Thank you.

other mechanisms also inter-contemplated, in terms of if there isn't a satisfactory outcome, there are other appeal mechanisms that are obviously available at all moments.

4

5 Et là, je vais vous rapporter un peu aux 6 propos que vous avez dit il y a quelques minutes. C'est… on 7 a beaucoup parlé cette semaine des limites à la possibilité 8 de divulguer des renseignements de nature classifiée. Et 9 bien que je ne veux pas vraiment m'attarder sur le sujet, il 10 y a une question que j'aimerais vous poser.

MS. SHANTONA CHAUDHURY:

Et c'est vraiment... à votre titre de ministre, 11 le qualificatif d'importateur net de renseignement, en 12 13 matière de renseignement, que l'on donne parfois au Canada. 14 Vous l'avez déjà mentionné. Et je ne sais pas si c'est seulement au cadre... à l'intérieur du cadre du partenariat des 15 Five Eyes ou même au-delà de ca, mais en tout cas. 16 On a 17 entendu le point de vue des experts, on a entendu le point de vue des témoins de la fonction publique, mais pour vous, en 18 19 tant que ministre, c'est quoi votre point de vue, j'imagine, global, sur la question? 20

M. DOMINIC LEBLANC: Encore là, moi ça fait
cinq-six mois que je suis ministre à la Sécurité publique,
alors j'apprends toutes les semaines des autres
fonctionnaires responsables des agences, comme M. Vigneault
qui était ici devant vous hier.

26 Mais souvent, dans mes conversations avec 27 lui, ou quand j'autorise certains éléments, comme la loi, par 28 exemple, pour les mandats, c'est clair que le ministre a un

INTERNATIONAL REPORTING INC.

rôle à jouer dans l'approbation des mandats pour le Service
 de renseignement.

3 Dans les briefings qui accompagnent ces
4 décisions-là, je suis... je suis conscient de l'importance pour
5 le Canada d'avoir des relations de confiance avec des
6 partenaires, des agences de renseignement.

źvidemment, les cinq, en anglais, it's Five
Eyes, je crois en français c'est les Cinq pays. En effet,
c'est 10 yeux. Quand les ministres des cinq eyes se
rencontrent, il y a certaines contradictions, mais cette
alliance-là est essentielle.

Les pays, comme on connait très bien, 12 13 partagent -- et nous partageons, c'est sûr, nos 14 renseignements avec eux -- mais la capacité globale des agences MI5, MI6, FBI, CIA, d'avoir accès en confiance à 15 leurs renseignements est important, pas simplement dans le 16 contexte de protéger nos institutions démocratiques, mais 17 dans le cas des enquêtes anti-terroristes, comme on a vu le 18 19 temps de Noël, par exemple, c'est important pour le Canada d'avoir des relations de confiance. Et souvent, ces 20 21 renseignements viennent avec des restrictions à la 22 divulgation. Et nous, on fait ça quand on partage.

Alors, moi je pense c'est important pour les Canadiens de comprendre que si on ne respecte pas ou si on divulgue d'une façon inappropriée certains renseignements, ça peut avoir des conséquences sur notre capacité à l'avenir de protéger les Canadiens.

28

Puis ça peut avoir une conséquence

INTERNATIONAL REPORTING INC.

extrêmement néfaste sur la vie des personnes qui travaillent 1 2 avec, pas simplement le Service de renseignement du Canada, mais si vous avez des personnes qui donnent des 3 renseignements à la CIA ou d'autres agences, puis nous, on 4 divulque quelque chose qui permet à un acteur hostile de ... ils 5 6 ont pas besoin d'aller à un processus judiciaire souvent pour avoir exactement la personne responsable. Si ils décident 7 entre eux que ça doit être cette personne-là, on peut 8 9 imaginer les conséquences néfastes à cette personne-là, et ensuite à la capacité pour le Canada et nos partenaires de 10 protéger nos citoyens. 11

Me SHANTONA CHAUDHURY: C'était avec les 12 13 limites, revenons à la transparence. Une question qui a été 14 soulevée à plusieurs reprises cette semaine, et c'est vraiment ... pour nous, c'est une question fondamentale, c'est 15 un enjeu primordial. Et c'est l'importance de divulquer et 16 17 de faire preuve de transparence en matière d'ingérence étrangère à l'endroit des membres des diasporas qui sont 18 19 particulièrement vulnérables à... et qui sont les cibles, vraiment, de cette ingérence. 20

Alors, c'est... quel est votre point de vue à
ce sujet-là? Comment est-ce que ça joue dans le monde ici et
dans les travaux de l'enquête?

M. DOMINIC LeBLANC: Vous avez raison. Les
diasporas sont très souvent les cibles eux-mêmes. Et c'est
des citoyens canadiens souvent qui font partie de ces
communautés-là qui sont sujets à cette ingérence étrangère
dans le contexte démocratique.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Alors, si on peut maximiser la transparence, 1 la résilience des citoyens, pour comprendre c'est quoi la 2 nature de la menace, c'est quoi... qu'est-ce que certains pays 3 essaient de faire pour déstabiliser les grandes démocraties à 4 travers le monde, ça va aider sûrement les gens à reconnaître 5 6 une ingérence étrangère inappropriée, sinon illégale. Et ca, c'est une des meilleures façons d'avoir des électeurs qui 7 8 sont à l'abri ou qui sont capables de comprendre la menace et les tactiques souvent de certains acteurs étrangers qui 9 essaient d'intervenir. 10

C'est la même chose qu'en ce qui a trait à la désinformation, qui représente aussi une menace importante dans la gestion des démocraties, le droit des citoyens de choisir librement leur gouvernement.

Alors, c'est pourquoi nous avons mis sur pied… vous avez entendu sûrement le plan pour la protection de la démocratie, on a mis ça… on a été le premier gouvernement à mettre un plan comme ça à plusieurs niveaux en place avant l'élection de 2019. C'est ma collègue Mme Gould qui l'avait fait à ce moment-là, la ministre responsable des institutions démocratiques.

22 On a révisé, suite aux élections de 2019 et 23 2021, le plan. On a entendu… il y avait des experts… ancien 24 sous-ministre Morris Rosenberg, par exemple, en 2022, qui a 25 fait une révision de différentes mesures qui étaient sur 26 pied.

27 L'idée d'avoir les cinq hauts fonctionnaires
 28 pendant la période électorale -- avec un mandat du conseil

INTERNATIONAL REPORTING INC.

des ministres, dans leur jugement non partisan d'experts,
sous-ministre de la Justice, sous-ministre des Affaires
étrangères, c'est un comité, comme vous savez, présidé par le
greffier du conseil privé -- c'était délibérément dans le cas
d'un incident qui rejoint à un certain niveau dans leur
jugement non partisan et indépendant d'avertir les Canadiens,
de divulguer publiquement cette ingérence-là.

8 Nous avons essayé, dans la mesure du
9 possible, de mettre sur pied des mesures de transparence
10 précisément pour bâtir la confiance des Canadiens face à nos
11 institutions démocratiques, mais la résilience de la
12 citoyenneté… des citoyens, pardon, pour contrer… reconnaitre
13 et contrer l'ingérence.

14 Mais on reconnait qu'on peut toujours les améliorer, ces mesures-là. Parce que la menace évolue et, 15 c'est pourquoi on a révisé nous-mêmes, à plusieurs reprises, 16 17 et amélioré, ajusté, les mesures. Et le travail de votre commission, Madame la Commissaire, va être un élément, pour 18 19 nous, essentiel, encore une fois, de renforcer, d'ajuster les mesures qui sont en place. Mais tout en reconnaissant que le 20 21 rôle de la transparence, de la compréhension, est parmi les 22 mesures les plus importantes.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: I'm glad to hear you
say that. That takes me to the next series of questions,
which are specifically about the role of the public inquiry
and transparency in the context that we've just been talking
about.

28

So Mr. Clerk, if you could ask you to pull up

INTERNATIONAL REPORTING INC.

the English version of the interview summary, which is WIT, a 1 2 bunch of zeros, one? And just scroll down to around page 4. So Mr. LeBlanc, I'm going to being by 3 essentially citing your own words to you here. The LeBlanc 4 Charette report, I believe it's called, countering foreign 5 6 interference, an evolving threat. So just for the record, the document number is MDC, bunch of zeros, two. It's in 7 evidence, but we're just going to work from the witness 8 9 summary there. So around the middle of the page there you'll 10 see it. It says, find further: 11 "...the Government including 12 13 responsible ministers as well as 14 national security and intelligence 15 officials, will find further 16 opportunities to keep Canadians informed of the extent of foreign 17 interference affecting all aspects of 18 19 society, including in their democracy. An engaged, informed, and 20 21 resilient citizenry is one of our 22 best defences against attempts to 23 undermine our democracy and its institutions." 24 So stopping there, would you just agree with 25 me, Mr. Minister, that this public inquiry is a golden 26 opportunity to do exactly what you've said here? 27 28 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. And the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

fact that you're beginning this week with part D of the 1 mandate is very much in line with what we hope will be 2 exactly what Madam Charette and I wrote in this report. 3 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. And in order 4 then for the inquiry to succeed in that mandate, that's going 5 6 to take the government really working with the Commission, with the aim of revealing and disclosing as much relevant 7 information to the public as possible for all of the reasons 8 9 that we've just talked about? MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. I agree 10 with that. 11 MS. SHANTONA CHAUDHURY: 12 Okav. 13 MR. DOMINIC LeBLANC: And I think that the 14 officials, as I saw yesterday, reiterated the commitment that we've obviously made to the Commission in my conversations 15 with them is this is a very important priority for the 16 government and they need to be available and work with the 17 Commission, of course, to fulfil the mandate and exactly in 18 19 the space that you just described. MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So that 20 21 brings us to the issue of disclosures, really, and disclosure 22 decisions. So Mr. Clerk, can I ask you to bring up the Department of Justice's -- or the Government of Canada's 23 24 rather -- Institutional Report? It's CAN.DOC, bunch of zeros, three. And scroll down to around page 16, please? 25 So at page 16 of this document, Mr. Minister, 26 as we'll scroll down eventually. Sorry, 16 of the actually -27 - yeah, en bas de page -- there. The page number at the 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC In-Ch (Chaudhury)

bottom of the -- there we go. 1 2 So what's described here, and we won't go through it in too much specificity, but is -- what we asked 3 was the internal process when the government is responding to 4 a disclosure request by the Commission. 5 6 So first it talks about the process for determining whether information should be redacted and then 7 8 it talks about the process that will be undertaken when the 9 Commission questions or challenges a redaction. So what we see in the first part, the 10 redaction process, is a lengthy, complex back and forth with 11 various departments and agencies whose information is 12 13 involved involving signoffs, subject matter experts, et cetera, et cetera -- sorry, Mr. Clerk. Can you just scroll 14 down to the next page, please? 15 A little further, please. 16 17 The internal department agency process for determining whether -- sorry. Again, a little bit more. 18 19 There we go. When the Commission questions or challenges a 20 redaction, including positions of those responsible. 21 22 So what's described there, if you can keep scrolling down a little bit, is a process where the 23 24 Commission challenges what the government has redacted, so information is protected, we object. And what it says there 25 is it outlines a process where there will be a subject matter 26 who considers the redaction, the injury, the requirement for 27 28 the redaction and they can do several things at that point.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

They may suggest another way of making the information
 public. There may be other consultations, further research,
 et cetera. And at that point, they will advise an Assistant
 Deputy Minister.

5 And the Assistant Deputy Minister will, at 6 that point, maybe decide whether the reaction can be lifted 7 or brief it up another level to the Deputy Minister.

8 Now, this has been described to us several 9 times this week as a bespoke tailored process created for the 10 Commission. And I appreciate that the details probably 11 aren't your area of expertise, but are you able to speak at 12 all to what makes that process different or special?

13 MR. DOMINIC LeBLANC: So I think it's 14 important to note just at the outset that the decisions around classifying documents, what level of classification 15 they have, what compartment they might be in are not made by 16 elected people or political people at all. They're made by 17 officials according to law. So I would not be involved at 18 19 any point in -- nor should I be. It would be inappropriate to be involved in the decision of how to classify or 20 21 unclassify or redact or release documents.

22 So I think that it's important people 23 understand that there are people mandated by law with 24 expertise and a much broader understanding of the 25 ramifications of certain disclosures than I would have as 26 somebody who doesn't have a long-time professional expertise 27 in this area.

28

But I do know, as a Minister who was involved

INTERNATIONAL REPORTING INC.

in setting up this Commission, that we deliberately wanted, 1 as I said earlier, in the Terms of Reference -- it's very 2 clear -- to build in as much as possible mechanisms for the 3 Commission in your judgment to disclose information that you 4 think is important to be disclosed, but obviously in a way 5 6 that doesn't impede or impact the ability of the security agencies to do their work for the reasons we spoke about 7 8 earlier.

9 And of course, ultimately, there's a recourse 10 to the Federal Court or other mechanisms, but that would not 11 be, in our view, something that we would want because our 12 instructions to officials contained in the Order in Council 13 that created the Commission.

14 I think it's important for people to understand also the Commission is created by an Order in 15 Council, a Cabinet order, which is the highest form of 16 direction to officials across the Government of Canada. 17 So I've been a Minister long enough to know an Order in Council 18 19 feels different than a Minister in a briefing saying, "We should do this". It's a very deliberate and formal 20 21 instruction of the Cabinet to the entire machinery of the Government of Canada. 22

So the Terms of Reference being an Order in Council under the *Inquiries Act*, as you would know better than I would, but tells all of these officials that the government at the various -- very highest level expects them to work with the Commission constructively, expeditiously and I think they've made that commitment publicly as well, but

INTERNATIONAL REPORTING INC.

also to set up a process in collaboration with you and your colleagues that deals with expeditiously what will be the obvious conversations around particular documents or particular pieces of information.

5 So we have confidence -- I have confidence in 6 the officials that will work with the Commission and they 7 understand that, at the highest level of the government, the 8 entire Cabinet has given them an instruction to follow 9 expeditiously the Terms of Reference to enable the Commission 10 to do the work that Canadians very much want you to do and 11 the report that will follow.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: So if I could put it
a certain way, then, the Terms of Reference really capture
and encapsulate and sort of code the public interest in
transparency in this instance, in this situation.

MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. 16 The 17 balance of the public interest in transparency and improving Canadians' understanding of the nature of foreign 18 19 interference, that is absolutely encapsulated in the Terms of Reference, but so, too, is the obligation to respect the law 20 21 and practices that have existed for a very long time in terms 22 of intelligence agencies' ability to collaborate and work with other partners. 23

And I'll say it again, every detail of those Terms of Reference was agreed to by all parties in the House of Commons, and that's what I think makes this exercise different, perhaps, than previous exercises, that the protection of democracy, the informing citizens of the nature

INTERNATIONAL REPORTING INC.

of the threat of foreign interference, how pervasive it can 1 2 be in some diaspora communities and building up a citizen resilience is a non-partisan objective that all Canadians 3 would share. And anybody who's lucky enough to be a 4 candidate in an election would want to ensure that the 5 6 democratic processes that might ultimately lead to your election are free and fair and that Canadian elections are 7 decided by Canadians who freely go to vote. 8

9 So I was happy that there was that very real 10 consensus for the Commission to do this work, to start with 11 the hearings you've had this week and the government will, 12 obviously, do everything that we need to be a responsible and 13 efficient partner in the work that the government's asked you 14 to do and that was endorsed by every party in the House of 15 Commons.

16 MS. SHANTONA CHAUDHURY: So that -- and that, 17 essentially, is reflected, you'd say, in this process whereby 18 the Commission gets, if I can put it, as maybe not quite a 19 direct line, but a more direct line than usual to the senior 20 decisionmakers responsible.

21 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. And as I 22 said, the Commission -- again, it's important the Commission 23 will have access to all of the intelligence information and 24 the officials in an unredacted way. I think that's important 25 for the report.

Canadians will have confidence in the reports that will be issued that the Commission has, at all times, had access, as you said, to all of these relevant documents

INTERNATIONAL REPORTING INC.

and officials and persons in a way that is not redacted. 1 MS. SHANTONA CHAUDHURY: And if and when the 2 inevitable disagreements happen about redactions and the 3 level of redactions, can the Commission be assured that its 4 challenges and requests will be taken with the utmost 5 seriousness and with the public interest that is encapsulated 6 in the Terms of Reference in mind? 7 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. And I'm 8 9 happy to reiterate that, but I think the senior officials did so yesterday. But I'm happy to reiterate that myself on 10 behalf of the government. 11 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. Well, I think 12 13 -- I was going to ask you why that process stops abruptly at 14 the Deputy Minister, but you may have already answered that. 15 So you have no involvement in these decisions, and it's the decision to disclose and otherwise 16 classify information does not fall within your portfolio or 17 your duties as a Minister. 18 19 MR. DOMINIC LeBLANC: No, I would not participate in the decisions around classification or 20 21 disclosure of sensitive intelligence information. 22 One thing I have done since becoming Minister 23 is encouraged, for example, the Director of CSIS, David Vigneault, Commissioner of the RCMP to return calls from 24 journalists, to speak publicly when they can. I think it's 25 important for Canadians to -- in the area of foreign 26 interference, of course, but in other areas I think that it 27 demystifies a bit the work that the thousands of women and

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 men who work in these agencies do very well for Canadians.
2 So I'm -- I've encouraged them to be open and
3 available to speak publicly about the work they do, obviously
4 in the appropriate way, because I think it will reassure
5 Canadians and it demystifies some of the work of these
6 agencies.

7 But with respect to the specific -- for 8 example, the Assistant Deputy Minister, the Deputy Minister, 9 the subject matter experts, that is handled by non-partisan 10 public servants with the expertise. There's no political 11 involvement in those decisions, nor would it be appropriate, 12 in my view, to have a political role in those specific 13 decisions.

14 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. So one thing that we've heard à maintes reprises several times this week 15 is a suggestion that there tends to be a natural tendency 16 17 amongst intelligence agencies to protect their information and maybe even to overclaim national security privilege. 18 19 That has been put several times. So I'm not going to ask you whether you agree or disagree with that, but assuming for the 20 21 purposes of this question that it's true, is there anything that you, as a minister, can do about that? 22

23 MR. DOMINIC LeBLANC: Again, can I direct 24 them that document X should not be top secret but should be 25 Protected B, or should we release this or that information on 26 an investigation? No. That would be inappropriate, and it 27 would lead to outcomes that would be less than ideal if an 28 elected person without that expertise was in the granularity

INTERNATIONAL REPORTING INC.

of the classifications. But as I said earlier, they 1 2 understand the government's desire -- no, it's more than a desire. It's an instruction of the government for them to 3 work with the Commission to fulfil your mandate. It wouldn't 4 be an Order in Council if that wasn't a clear instruction 5 6 from the government. But in my interactions with them, as I said, I -- particularly in the area of foreign interference, 7 where, as we said earlier, an informed resilient electorate 8 9 is one of the most important ways to detect and counter and disrupt attempts to interfere, there seems to be a special 10 responsibility for all of us, but particularly for the non-11 partisan experts who do this work for Canadians to speak 12 13 about their work and why they're doing it and help citizens 14 understand the nature of the threat of foreign interference. When it's done by a partisan minister, it feels different 15 than when it's done by the Director of CSIS or the Deputy 16 Minister of Foreign Affairs, the National Security and 17 Intelligence Advisor to the Prime Minister. So we, as 18 19 ministers, encourage these senior officials to be available 20 and as open and transparent with Canadians as they possibly 21 can be.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: And what that
hopefully looks like in the context of this inquiry is making
as much information as reasonably possible available to the
public.

26 MR. DOMINIC LeBLANC: Agreed. Absolutely.
 27 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. Moving to a
 28 slightly different topic here, I'm wondering if you can tell

INTERNATIONAL REPORTING INC.

us about this morning, it's something that we -- that was 1 spoken about in your interview, but how is top-secret 2 information dealt with within Cabinet? And by that I mean 3 there's really three sort of questions or aspects that we're 4 interested in hearing about. One is, simply are cabinet 5 6 ministers cleared to see top-secret information? Do thev automatically get everything, or is there still a need-to-7 know principle applied? And do cabinet meetings routinely 8 9 involve the discussion of top-secret information?

MR. DOMINIC LeBLANC: Again, I'm not an 10 The Privy Council Office can speak to cabinet 11 expert. documents being classified. Many of the cabinet documents 12 13 that all ministers would see routinely are classified as 14 secret and subject to cabinet confidence. In the case of intelligence information, national security information, as 15 you would know, many of the documents are classified as top 16 17 secret. My understanding is that before one becomes a minister, there's obviously a robust background check that 18 19 takes place with RCMP, with CSIS, with other agencies, Revenue Canada. That background check gives every minister 20 21 the ability to see top-secret information. But in the -- I 22 think your question obviously is focussed on national 23 security intelligence information with respect to foreign interference, but other national security investigations, 24 anti-terrorism investigations, or as another example, there 25 are different classifications within the top-secret ambit of 26 information that, again, that is assigned by and determined 27 by officials with the appropriate professional expertise. 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

There is in the national security context a need-to-know
 principle as well that's applied.

3 So you'll see in the case of the decision to invoke the Emergencies Act, the Prime Minister was convening 4 cabinet committee known as the Incident Response Group, where 5 6 the Prime Minister would bring together ministers with specific responsibilities that would be relevant to a 7 8 decision that the government would be taking or might be 9 taking. He created the National Security Council after the last election, a last cabinet shuffle in the summer. That 10 group regularly meets. It's chaired by the Prime Minister, 11 and it includes the most senior officials with responsibility 12 13 for the different agencies involved in this space. That is 14 now, since it was created last fall, from my experience, the 15 place where many of these issues are discussed in cabinet. 16 It's a group of ministers chosen by the Prime Minister, with the appropriate senior officials. Those meetings look at a 17 whole series of national security elements, and it is in 18 19 those meetings that typically the most sensitive intelligence information would be discussed. It is my experience that it 20 21 would rarely be in a full cabinet context, although at 22 various times ministers will provide updates at a high level to cabinet on some of these issues. But the discussion and 23 the decision-making forum is often a committee of ministers 24 25 that the Prime Minister would bring together. And it was more formalized, as I say, last fall with the creation of the 26 National Security Council, of which I'm a member, and those 27 meetings are held regularly on a whole range of issues. 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: So it sounds like,
from what you're saying, the need-to-know principle applies
within cabinet, and subject to that, if cabinet meetings
don't typically involve or don't routinely involve discussion
of top-secret information, is it the case that by the time
the information sort of winds its way up there, it may have
been stripped of its more classified elements?

8 MR. DOMINIC LeBLANC: I'm not trying to be 9 unhelpful, but that I can't speak to because I wouldn't, again, know the exact process by which a cabinet document 10 works its way through Privy Council Office and is shared with 11 ministers in advance of a cabinet meeting. I would know in 12 13 the memoranda to cabinet that I would be responsible for, I 14 would work with officials in preparing those documents, but I can't speak to what is or isn't included in documents that 15 are shared with the cabinet. The clerk of the Privy Council 16 17 or others are much better able. The National Security Advisor, Intelligence -- National Security and Intelligence 18 19 Advisor, I would assume, would be part of that process more than an individual minister. 20

21 MS. SHANTONA CHAUDHURY: That's fair. Okav. 22 So I'd like to get back to now sort of the role of the public 23 inquiry and take you back to something you said about a number of other organizations, review bodies, committees that 24 are examining similar issues. So we all like to think we're 25 very special, but in the end, there are a number of review 26 bodies and committees that are looking into broadly similar 27 issues of electoral interference, foreign interference into 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Canada's electoral processes. So you mentioned NSIRA, 1 2 NSICOP, and there's also the House Committee on Procedural 3 Affairs, PROC. And there's overlap. There's inevitable overlap with the mandate of the public inquiry, but I'll 4 suggest to you that among the things that differentiate the 5 6 Commission Inquiry from those reviews, all of which are important and all of which will no doubt make huge 7 contributions to the effort, but the Commission is the public 8 9 So it's baked into the mandate that the Commission is forum. not only here to try and get to the bottom of things, but to 10 do so in a way that allows that information to be public. 11 Would you agree with that? 12

13 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. And when I 14 was thinking of the other agencies, perhaps with the exception of the parliamentary committee -- committees, but 15 the other agencies, you're right, don't have this public 16 forum. For example, your hearings this week, or my being 17 here discussing these with you, this is a -- and, ultimately, 18 19 I think the report -- the reports the Commission will prepare will benefit from the public-facing area of this work, and 20 21 that was very much built into the Terms of Reference that 22 everybody agreed to.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Of course, you're
 right. The parliamentary committee has an absolutely public
 mandate, but it's the combination here of the unfettered
 access to classified information ---

27 MR. DOMINIC LeBLANC: Exactly.
28 MS. SHANTONA CHAUDHURY: --- and the duty in

INTERNATIONAL REPORTING INC.
a sense to try and make that as public as possible. 1 2 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely. And so the balance -- we believe that this is the forum where that 3 balance can best be achieved, the work you're doing. 4 MS. SHANTONA CHAUDHURY: It's not an easy 5 6 one, how to have a public inquiry about covert operations and 7 state secrets. MR. DOMINIC LeBLANC: And you're absolutely 8 9 right. That's why we're having these part D hearings. That's why again, every party in the House of Commons and in 10 the government agreed that this exercise of your hearings 11 this week will help everybody understand that exact balance 12 13 that we've spoke about earlier and that you just mentioned in 14 your comment. 15 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. And getting back to that, sort of the -- I won't say the origins of the 16 inquiry, but the intents of the inquiry, the timeline is also 17 important in all of this. Because the timeline -- the 18 19 inquiry has been given a very tight timeline to accomplish what can be only described as a gargantuan task. 20 21 And when this was discussed in your 22 interview, you mentioned that the timeline was deliberately 23 chosen by everyone who drafted and agreed to the terms of 24 reference, so that hopefully Canadians will have a clearer picture of foreign interference in Canada's electoral 25 processes before the next election. 26 So what I want to explore with you now is --27 or hear you on really, is what the drafters of the terms of 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

reference may have had in mind that the Commission was going 1 to be able to accomplish in that time and how it was going to 2 go about its work. And to give you a little bit of context 3 for the question, one of the things that is mentioned in the 4 December 15th letter from the Department of Justice to the 5 6 Commission, and we've heard about it several times this week, is that it took 200 man-hours to redact 13 documents. That's 7 about 15 hours a document. My mental math isn't great, but 8 9 I'll go with that.

So the timeline that's been imposed on the 10 Commission, in a sense, necessarily limits. If we keep these 11 numbers in mind, you just do the math, and there's a 12 13 necessary limit to the number perhaps, of documents that the 14 Commission would realistically be able to release, because there's a limit to what the government will realistically be 15 able to review through full national security review in that 16 amount of time. 17

So what was the thinking there? Was it a trade off between getting something done in a time in which the work is relevant versus making it all public, or was it a thought that you don't need to make everything -- every document public in order to get the information across? Or -I'd like to hear you on that.

MR. DOMINC LeBLANC: So with respect to the timelines, you're right. It is an enormous task that we've asked the Commission to accomplish, and the timelines are not extraordinarily loose, they are tight. But that was very much the conversation that I had with opposition house

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 leaders throughout the summer.

We all wanted -- we're in a minority 2 parliament, 2025 will by law be an election year, if there's 3 not one before 2025. But there will be one in 2025. 4 So all political parties agreed that it would be beneficial for 5 6 Canadians to have by the end of 2024, the final report of the Commission. These discussions were held in the summer of 7 2023. And as you know, I announced the creation of the 8 9 Commission in the first week of September of 2023.

But -- and the idea was that recommendations from the Commission can be incorporated and can be considered quickly, in terms of things that we may want to do differently or things that we may want to add as a government and as a parliament, in terms of making our democracy resilient to foreign interference and helping Canadians understand.

So there's a two prong, I think value in 17 getting a report at the end of 2024. It allows the 18 19 government to consider and to put into place recommendations that will make institutions more resilient before a 2025 20 election. And it will ensure that with -- if 2025 is, as we 21 22 hope, the election year, citizens will have benefitted from the work of the Commission, but also from the final report at 23 the end of this year. 24

25 So that speaks to the timelines, but I don't 26 disagree with the premise of the question. You use the 27 example of the redactions, and I saw the 200 person-hours of 28 work in terms of those 13 documents that you asked officials

INTERNATIONAL REPORTING INC.

to redact. Redactions are but one of the mechanisms
 contemplated in the terms of reference for information to be
 made public.

As I said earlier, there are summaries that 4 can be produced by the Commission, the government will 5 6 obviously work with your colleagues to write documents that can be properly released in a way that's not injurious to 7 national security, or doesn't violate the statute around 8 9 keeping this information protected. So and the Commission can have in camera hearings and the appropriate summaries can 10 also be produced from in camera hearings that you can have. 11

So we wanted to as much as possible, build a series of options for the Commission to be able to achieve its mandate in the most efficient way possible. But we'll be governed by the choices, obviously, that the Commission makes in this space. And as I said, officials understand that they need to be available and expeditious to do this work in the most timely way possible.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Two questions before we leave you today, Mr. Minister. The first of which is you mentioned that you called the inquiry in September 2023. And I think everything we've heard from you today certainly, and much of what we've heard over the week is that it's a great idea, have a public inquiry.

We're here, we're going to do a very important job in making information public to Canadians about this issue of foreign electoral interference. So why didn't you call a public inquiry to being with?

INTERNATIONAL REPORTING INC.

MR. DOMINIC LeBLANC: Because we recognized, as did the special rapporteur, that there is a complicated amount of work to be done, as you said in your question previously, around a public inquiry in an area where necessarily a great deal of the information is classified. We think the terms of reference have struck the right balance and the best way to do that.

8 We also knew that the National Security and 9 Intelligence Committee of parliamentarians was looking at Canada's response to foreign interference. There were 10 parliamentary committees looking at this. We, as I said, had 11 independent reviews that we made public of the different 12 13 measures that our government put in place starting in 2018 14 and that had evolved as the threat had evolved in subsequent 15 elections.

You saw in Parliament last spring the desire 16 17 of opposition parties to have an independent public inquiry, which is exactly what we have now with the work you're doing. 18 19 We also saw how Mr. Johnston and his work came under heavy That's why, and I said it when I announced the 20 criticism. 21 creation of the Commission in September, the best way to ensure that your work can be done free of partisan attack, is 22 23 to ensure that every recognized political party agreed to and participated in the drafting of every word of your terms of 24 reference, and of course in the choice of Justice Hogue to 25 preside the Commission. 26

27 So we think that that is a significant -- it
28 wasn't easy. We spent a lot of time over the summer, all of

INTERNATIONAL REPORTING INC.

us working on this. But I'm very proud of the work that I 1 did with the opposition house leaders. We had dinner this 2 fall together to sort of celebrate how we had done what we 3 think is something important for democracy and for 4 Parliament, is come together and agree on the terms of 5 6 reference that created the work that you're doing. So we're very happy as a government that this non-partisan, rigorous, 7 and thoughtful work can be done. 8

9 But we also recognize that there were in place in the spring, a number of other review bodies looking 10 at this work, but clearly the public believed that we would 11 benefit from an inquiry. And we had said all along, the 12 13 Prime Minister had said it, I had said it, my colleagues had 14 said it. We weren't resisting or opposed to the idea of a public inquiry, but it had to be the right public inquiry 15 with the right terms of reference. And it had to be free of 16 partisan attack, which is corrosive in this very space, 17 because people who seek to undermine our democratic values 18 19 and institutions by interfering, foreign state and non-state actors that interfere, want to undermine Canadian's 20 confidence in their democratic institutions. 21

22 So those of us that are lucky enough to be 23 elected by our fellow citizens, I believe, have an obligation 24 to be judicious in how we speak of these issues, not to in 25 fact contribute to the very diminishment of public confidence 26 that these foreign hostile state and non state actors are 27 seeking to do.

28

So the right public Inquiry was also -- was

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 always for the government a very positive option, but we had 2 to do the work from June until September 7th to get what we 3 think is exactly the right kind of public Inquiry, and that's 4 the one that I'm testifying before today.

5 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Okay. Well, then
6 having spent your summer putting it together, what do you
7 hope it achieves?

MR. DOMNIC LeBLANC: I hope very much that 8 9 it's a very significant step, as I said I think at the opening of my comments, to building up citizen understanding 10 and resiliency. The nature and the threat of foreign 11 interference in democratic processes, and not only federal 12 13 ones, I've had conversations with provincial premiers about 14 their concerns also around provincial elections as well, the 15 best and most effective weapon to detect, encounter, and disrupt these efforts is often citizen understanding and the 16 protection of diaspora -- diasporas that we discussed, 17 diaspora communities that we discussed earlier. 18

19 So we think that the public will benefit enormously from the public-facing work that you'll do this 20 21 year, but will also benefit from the reports that you'll 22 publish. Because this is a rigorous process, established under the Inquiry's Act, but benefitting from multi-party 23 support in the creation, so that should reassure Canadians in 24 the findings and the observations that the Commission will 25 release that this is some of the best advice to Canadians and 26 to the government of what we can continue to do to evolve 27 28 mechanisms that are in place to ensure that institutions are

INTERNATIONAL REPORTING INC.

resilient and protected from an evolving threat of foreign
 interference.

MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you, Minister. 3 Madame la Commissaire, ce sont mes questions. 4 **COMMISSAIRE HOGUE:** Merci beaucoup. 5 6 M. DOMINIC LeBLANC: Merci. COMMISSAIRE HOGUE: Il y a des contre-7 8 interrogatoires de prévus. Normalement, la pause est à 11 h 15; par ailleurs, le premier contre-interrogatoire a 9 plus que 15 minutes, alors je pose la question, je pense que 10 le premier, c'est Me Leblanc ce matin ou c'est plutôt John 11 Mather? 12 Do you prefer to -- that we take the break 13 14 right now and that you start after the break just to make sure that you are not interrupted, or you're ready to go on 15 for 15 minutes and then we'll break? 16 MR. JOHN MATHER: To say a famous litigator 17 phrase, I'm in your hands, Commissioner. I'm content to 18 19 proceed. I don't expect I will be more than the 15 minutes that have been allotted. 20 COMMISSIONER HOGUE: Okay. So I invite you 21 22 to come at the podium, please. 23 MR. JOHN MATHER: I should add, Commissioner, 24 those are famous last words when I say I don't expect to be the 15 minutes, but I will certainly do my best. 25 MR. DOMNIC LeBLANC: As will I. I could --26 27 yeah, you could control some of the time, but if my answers 28 are too long then I will run over the Commissioner's

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 15 minutes.

2 MR. JOHN MATHER: Ran into a bit of a speed
3 bump about that yesterday, but I'm confident today we'll have
4 a better go.

5 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR

6 MR. JOHN MATHER:

7 MR. JOHN MATHER: Good morning, Minister. My
8 name is John Mather. I'm counsel for the Centre for Free
9 Expression. The CFE, if you're not familiar, is a
10 non-partisan advocacies and public education centre based out
11 of Toronto Metropolitan University.

12MR. DOMNIC LeBLANC: I am familiar, and good13morning.

14 MR. JOHN MATHER: I want to pick up on the topic of maximum transparency that Commission counsel asked 15 you about. And you spoke a lot this morning about the 16 17 importance of transparency when it comes to building resilience and protecting Canadians, and in particular, 18 19 diaspora communities. I don't think you would find many people in this room who would debate you on that importance. 20 21 There is also a public importance in 22 transparency so that this process can instill confidence in public institutions and officials. You'd agree with that? 23 24 MR. DOMNIC LeBLANC: Yes. 25 MR. JOHN MATHER: Yeah. It's important for Canadians to know what happened when it comes to election 26 interference, how their government responded, and what risks 27

28 may still exist. You'd agree with that?

INTERNATIONAL REPORTING INC.

MR. DOMNIC LeBLANC: I think it's important 1 2 for Canadians to know how the government responded, and in subsequent hearings we'll talk about specific examples. But 3 what happened -- again, Canadians need to understand the 4 nature of the threat. But some of the information I'm 5 assuming with respect to specific context may be protected by 6 the obligation to keep the information protected for the 7 reasons we talked about earlier. 8

9 MR. JOHN MATHER: And understood, Minister, and we've heard why that needs to be protected, but I'll give 10 you just one example: There is an allegation that has been 11 out -- that was produced in the media that there was -- a 12 foreign state was encouraging people to make political 13 14 donations and then having parts of those donations refunded to that person. And my question to you is some of that 15 information may be protected, but it's important for 16 Canadians to understand whether that allegation is true and 17 whether that actually happened. 18

19 MR. DOMNIC LeBLANC: I want to be careful because I -- I'm not going to comment on specific elements in 20 21 media stories. I think the Director explained yesterday as 22 well, we're not going to publicly confirm the veracity of what appeared in some media articles. But I do agree with 23 you that allegations of that nature would constitute 24 unacceptable foreign interference in our elections, and 25 Elections Canada and other agencies can investigate those 26 particular allegations. As you know, there are robust laws 27 around electoral financing, and the Commissioner of Elections 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC Cr-Ex(Mather)

has a legislated mandate to investigate that kind of work. 1 2 MR. JOHN MATHER: And I'm not going to ask you to comment on it, I'm just talking about the balance 3 we've talked about. And part of that balance is when there 4 are concerns about the integrity of the -- of Canadian 5 6 elections, it's important that Canadians get as much information as possible so they have a full picture and so 7 8 they can understand, given the restraints we've talked about, 9 or keeping those in mind, what happened. You'd agree with that? 10

MR. DOMNIC LeBLANC: I would agree with that. MR. JOHN MATHER: And you spoke again with 12 13 Commission counsel about the effort that was made by all 14 parties to agree on the terms of reference for this Inquiry. And I take it from your comments this morning, and your 15 witness statement, you see that as a bit of a distinguishing 16 feature of this Inquiry, is that all political parties came 17 together to agree on how this -- at least the terms of 18 19 reference on how this would proceed?

11

28

MR. DOMNIC LeBLANC: The terms of reference, 20 absolutely, and of course, the choice of Madame la Juge Hoque 21 22 to preside the Inquiry.

23 MR. JOHN MATHER: Right, and there was an 24 agreement on the Commissioner because she is non-partisan? MR. DOMNIC LeBLANC: Yeah, a Court of Appeal 25 justice would, by definition, be non-partisan. I would agree 26 27 with that.

MR. JOHN MATHER: Sometimes lawyers ask dumb

INTERNATIONAL REPORTING INC.

questions, but it's important to confirm. 1 2 MR. DOMNIC LeBLANC: I couldn't see your face when you asked that question. 3 4 MR. JOHN MATHER: I was deliberately not ---MR. DOMNIC LeBLANC: Okay. I didn't look 5 quickly enough. 6 MR. JOHN MATHER: And you would agree with --7 8 and the Commissioner was appointed because she has the necessary expertise, skills, and qualifications to achieve 9 that difficult balance that we've been talking about this 10 morning? 11 MR. DOMNIC LeBLANC: In our view, that's 12 13 absolutely the case. 14 MR. JOHN MATHER: And when the Commissioner undertakes this difficult task of achieving that balance, 15 you're confident that the Commissioner will apply the law 16 17 that -- apply the law appropriately in order to find a way to maximise transparency? 18 19 MR. DOMNIC LeBLANC: Yeah, I would be very confident about that, but obviously, apply the terms of 20 21 reference that created the Inquiry itself as well. 22 MR. JOHN MATHER: And that would be part of -- to put it another way, the Commissioner is required to 23 follow those terms of reference? 24 MR. DOMNIC LeBLANC: I'm not an expert 25 Yes. on the nature of inquiry law, but the -- everything that I 26 understand about a commission being created and a 27 28 commissioner being appointed by an Order in Council

INTERNATIONAL REPORTING INC.

benefitting, as I said in this case, by multi -- all party
 support in the House of Commons, I think distinguishes the
 work of this Commission from other reviews.

4 MR. JOHN MATHER: And you also spoke this
5 morning and in your interview with Commission counsel about
6 how it's not appropriate for you in your capacity as a
7 minister to make individual disclosure decisions when it
8 comes to potentially classified information?

9

MR. DOMNIC LeBLANC: Yes.

10 MR. JOHN MATHER: And that is best left to
11 the subject matter experts in the various government
12 agencies?

MR. DOMNIC LEBLANC: And those that are empowered by statute to make those decisions, and there's a series of senior officials that have responsibility. But my understanding, for example of the *CSIS Act*, is the Director by law has the authority in much of the, if not all of the space.

19 MR. JOHN MATHER: And it's also important 20 that those individuals within the appropriate structures are 21 doing so -- are non-partisan in their - in making those 22 decisions.

23 MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely, but you
24 wouldn't have a Director of CSIS who was a partisan person or
25 a National Security Advisory to the Prime Minister.

26 MR. JOHN MATHER: And that wasn't my -- that
27 wasn't my suggestion. I was simply, I think, reinforcing a
28 point that we agree on, which is having those officials makes

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1	those decisions insulates those decisions from partisan
2	attacks to a degree.
3	MR. DOMINIC LeBLANC: I would hope to a very
4	considerable degree.
5	MR. JOHN MATHER: As would I.
6	We you also spoke with Commission counsel
7	this morning about the fact that it remains a possibility
8	that the Commission that the government could take the
9	Commissioner's decision on whether to disclose something to
10	the Federal Court but that you hope that that doesn't occur.
11	MR. DOMINIC LeBLANC: The government
12	again, I'm not an expert in how the Federal Court rules or
13	the oversight of a Commission of Inquiry. I'm not trying to
14	be difficult, but there are people who can better speak to
15	legal appeals in this space than me.
16	But I was assured that, obviously, the
17	Government of Canada and its officials will collaborate with
18	the Commission and we would hope that the Commission can
19	conclude its work without any of those sort of draconian
20	circumstances to be required.
21	MR. JOHN MATHER: And to be clear, Minister,
22	I'm not asking you to give any legal opinions or anything
23	like that today, but I did what I heard you say this
24	morning is you hope we don't find ourselves in the Federal
25	Court or something along those
26	MR. DOMINIC LeBLANC: Absolutely.
27	Absolutely.
28	MR. JOHN MATHER: And I again, we want to

INTERNATIONAL REPORTING INC.

avoid the draconian outcome, we want to avoid that process, but that remains a possibility. And I take it if there is a decision to be made about whether or not to challenge one of the Commissioner's disclosure decisions, should that occur, that that decision will also be made by the non-partisan senior officials?

45

MR. DOMINIC LeBLANC: You're very much into 7 8 sort of a hypothetical context of how a particular document 9 or interview or witness testimony, but at all times you don't have elected persons or political staff involved in the 10 interaction between the Commission and the national security 11 agencies. And as I say, the senior officials who have that 12 13 responsibility under law know that the Cabinet has instructed 14 them to collaborate effectively and efficiently, 15 expeditiously with the Commission.

MR. JOHN MATHER: And in fairness,
Commissioner, while this is an important week of the Inquiry,
it also is a bit of a hypothetical week because we're talking
about what might happen because no one in this room yet knows
what will happen.

And so what I think I've heard you say is you can't speak specifically to an instance that you don't know it exists yet, but as a general principle, the decision about whether or not to challenge a decision of the Commissioner for disclosure in the Federal Court is one that, as a general matter, is best left to the non-partisan senior officials who are making the disclosure decisions along the way.

28

MR. DOMINIC LeBLANC: Again, I can't speak to

INTERNATIONAL REPORTING INC.

the appeal mechanisms that exist in the public inquiry context.

In my discussions with officials as we were 3 finalizing the Terms of Reference to the Inquiry, as I said, 4 the very deliberate attempt in the Terms of Reference was to 5 6 give the Commission a series of tools and options to maximize disclosure while inevitably respecting both the law and 7 8 national security practices that are essential to allow them 9 to do their work and to protect Canadians, including in the area of foreign interference and obtaining intelligence 10 information of hostile state and non-state actors that would 11 be attempting to interfere. 12

13 MR. JOHN MATHER: Another topic that 14 Commission counsel raised with you this morning was a notion we've heard about a tendency to overclaim national security 15 privilege. And I'm not going to ask you whether you agree or 16 disagree because I appreciate that's not your area of 17 expertise per se. But would you agree that if the Commission 18 19 finds that there's room to push back on the government's claims that the Commission should, in fact, push back? 20

21 MR. DOMINIC LeBLANC: Again, I don't speak 22 for what the Commission ultimately will say publicly in 23 hearings or in the reports, but the government very much 24 wants to be collaborative and available to allow the 25 Commission to do its work and any recommendations that flow 26 from the Commission in the report or in other fora will be 27 studied very seriously by the government, of course.

28

MR. JOHN MATHER: And maybe I'll put it to

INTERNATIONAL REPORTING INC.

2 If the Commission forms the view that, in a particular instance, there's been an overclaiming of national 3 security confidentiality, would you want the Commission to 4 share that view with the government? 5 6 MR. DOMINIC LeBLANC: Yes, and I would want the government officials to look carefully at what we would 7 8 do to respond to a recommendation, hypothetical, that you just offered. 9 You're, I think, a bit ahead of yourself 10 imagining what the Commission report will be, but I said at 11 the beginning, we will be, obviously, anxious to study very 12 13 carefully and quickly any recommendations that come from this 14 Commission. MR. JOHN MATHER: And as I said earlier, 15 Minister LeBlanc, I appreciate your qualifications about the 16 hypotheticals and, typically, we wouldn't ask hypothetical 17 questions, but this is a hypothetical week. And ---18 19 MR. DOMINIC LeBLANC: A hypothetical week. I 20 wouldn't describe it as a hypothetical week. MR. JOHN MATHER: Sorry. And I'll take that 21 22 back a bit. What I meant is this is a week where we're 23 24 talking about this process and so we have to anticipate what may or may not happen. And so that's where these questions 25 come from, and it will lead to my last question for you, 26 Minister LeBlanc. 27 As you pointed out, the senior officials who 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

you this way.

testified yesterday and I would say also in your testimony this morning have made commitments to work with the Commission, to assist them to maximize transparency and to do what -- to do what they can within the confines to make this as public as possible.

6 And we've heard that and the parties have 7 heard that and the public has heard that, but I take it you 8 would also agree that, ultimately, the government will be 9 judged in this Commission by their actions in living up to 10 those commitments.

MR. DOMINIC LeBLANC: I've a long time ago lost the illusion that one can determine exactly how governments are judged. There's a whole series of factors that go into that kind of judgment.

Canadians expect our government that created 15 the Commission with the support of opposition parties to 16 17 respect the Terms of Reference and to assist the Commission in any way possible, and that's exactly what we are doing and 18 19 will continue to do, so I have total confidence that the officials for whom I'm responsible, but my colleagues' 20 21 officials as well, will do the work that the Cabinet has 22 instructed them to do.

I'm not pessimistic at all in that space.
 MR. JOHN MATHER: So Canadians can expect
 that the government will live up to the commitments it's made
 this week.

27 MR. DOMINIC LeBLANC: They should have every
28 confidence that the government will live up to the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

commitments contained in that Cabinet order which I announced 1 2 in the first week of September. Thank you, Minister. 3 MR. JOHN MATHER: MR. DOMINIC LeBLANC: Thank you. 4 COMMISSIONER HOGUE: Thank you, Mr. Mather. 5 6 So we'll take 20 minutes' break, so we'll come back at 11:35. 7 8 THE REGISTRAR: The Commission is now in 9 recess. La Commission est maintenance en pause pour 20 10 minutes. --- Upon recessing at 11:16 a.m. 11 --- L'audience est suspendue à 11 h 16 12 13 --- Upon resuming at 11:37 a.m. 14 --- L'audience est reprise à 11 h 37 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, 15 s'il vous plaît. 16 This sitting of the Foreign Interference 17 Commission is back in session. Cette séance de la Commission 18 19 sur l'ingérence étrangère a repris. --- MR. DOMINIC LeBLANC, Resumed/Sous la même affirmation : 20 COMMISSIONER HOGUE: The next one is Maitre 21 22 Leblanc. For 15 minutes, Maitre Leblanc. 23 MR. CHRISTIAN LEBLANC: Yes. 24 MR. DOMINIC LeBLANC: Leblanc, c'est bien, 25 ça. MR. CHRISTIAN LEBLANC: Although not with a 26 27 capital B, but we try. 28 M. DOMINIC LeBLANC: Mais, c'est ça, les

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Leblanc au Québec, c'est « b » minuscule ... 1 2 M. CHRISTIAN LEBLANC: Oui. M. DOMINIC LeBLANC: ...et majuscule en Acadie, 3 ben oui. 4 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR 5 M. CHRISTIAN LEBLANC : 6 M. CHRISTIAN LEBLANC: Exactement, oui. 7 8 Bonjour, Monsieur le ministre LeBlanc. 9 M. DOMINIC LeBLANC: Bonjour. M. CHRISTIAN LEBLANC: Bonjour. 10 Mon nom est Christian Leblanc, and I 11 represent a media coalition comprised of a few medias; le 12 13 journal La Presse, Médias Québécor, QMI, le Groupe TVA, 14 CBC/Radio-Canada, Four Star, CTV, et Global. Thank you for your testimony this morning, 15 and I, for one, am happy that you reiterated that the terms 16 17 of reference are that much stronger and gives a very clear message, amongst other things, about transparency. 18 19 That being said, very concretely and practically, there's a letter from the Government of Canada 20 21 accompanying the famous 13 documents and the famous 200 22 hours, that basically says that the government says that it's 23 not sustainable to do this. And we can put it up if you 24 want, not necessarily I can read it to you; it's CAN 1. Ιt says, NSC review is not sustainable if replicated over a long 25 term, and it also adds it will not be a productive way to do 26 this. 27 28 What can you say to this Commission and the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Canadian public to reassure them that, nonetheless, the
 government will do the job and will look at documents and
 will redact them if it's possible?

MR. DOMINIC LEBLANC: I would start by saying
that obviously the Commission will have access to all
documents in an unredacted way. The Commission itself will
have unfettered access to relevant witnesses and documents in
a way that clearly will not be redacted. That's an important
reassurance to Canadians.

The second reassurance is -- again, and I've, 10 of course, read the letter from the senior counsel for the 11 government, the December 15th letter. That was in response 12 13 to a request from the Commission on 13 specific documents as 14 an example of a redaction process. Those documents were written, obviously, for specific consumers of highly 15 sensitive intelligence information; that's why those 16 17 redactions s'imposaient or were required.

But the terms of reference, as I mentioned 18 19 earlier, contemplate other mechanisms that the Commission can use to make public as much information as possible; summaries 20 21 of documents, the government officials will work with the 22 Commission to write reports precisely that can be made 23 public; there could be *in-camera* hearings of the Commission 24 and summaries can also be prepared. And, ultimately, the Commission's report will be made public, and that report 25 will, as I say, benefit from the Commission having seen all 26 of the documents, in an unredacted way, of course. 27

28

MR. CHRISTIAN LEBLANC: Oh, I understand

INTERNATIONAL REPORTING INC.

that, but again, precisely, did you have any conversations 1 2 with the government to the effect that if you're asked by the Commission to do this job, to redact documents, to look at 3 documents, you'll have to do it? I mean, my colleagues are 4 sitting over there and I -- everybody are doing their job. 5 6 I'm not -- with all due respect, but did you have any discussion to say, "I don't care about 200 hours. I want you 7 8 to do the work if the Commission asks you to do this work, the redaction of documents, the looking at secret documents"? 9 MR. DOMINIC LeBLANC: So I want to be very 10 precise, because it's an important question. I would not 11 give direction, nor would it be appropriate, as I said 12 13 earlier, around the specific redactions of a specific 14 document. My ---MR. CHRISTIAN LEBLANC: I'm not asking that, 15 Minister. 16 17 Mr. DOMINIC LeBLANC: Right. MR. CHRISTIAN LEBLANC: I'm asking, do the 18 19 job. MR. DOMINIC LeBLANC: Right. But you asked 20 if I had discussions around redactions, not document-specific 21 22 of course. I have consistently urged, as I mentioned earlier, officials with whom I work to be transparent and 23 24 accessible and open to the media, to many of your clients, and to participate in public fora. I don't need to 25 specifically instruct officials, although they know that it's 26 very much my desire or my objective, because Cabinet itself 27 passed an Order in Council, which is, as I said earlier, a 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

much more formal instruction to the entire machinery of the 1 2 Government of Canada, the Public Service, to collaborate with the Commission according to the Terms of Reference, which are 3 very precise in this space. But I have every confidence that 4 they're doing that work and will continue to do that work, 5 6 and in no way would we seek to use the amount of work necessary on our part to allow the Commission to do its work 7 8 properly to be un empêchement or a source of delay or 9 frustration.

10

MR. CHRISTIAN LEBLANC: Good.

MR. DOMINIC LeBLANC: So there will be a very
robust, good-faith effort on the part of all of these
officials.

MR. CHRISTIAN LEBLANC: Okay, I'm happy to
hear that, and that everybody can hear that here; I think
it's important.

For the other mechanisms, one of the other mechanisms suggested is summaries; in other words, summaries of testimonies that were held *in camera* because there may be some confidential, top-secret information or summaries of documents.

I don't know if you've heard everything yesterday, but I brought up the fact that that was a very big problem in the Arar Commission, where Justice O'Connor in his report says that unfortunately -- and I'm paraphrasing but the document is there, Mr. Minister.

27Justice O'Connor says -- we're on page 30128and 302 of his report -- that unfortunately the government

INTERNATIONAL REPORTING INC.

had maintained that information in documents were 1 confidential for over a year to, right before the report was 2 published, abandoning that, and in effect, making the fact 3 that the Commission was not able to divulge summaries to the 4 Canadian public during the Commission; actually, Justice 5 6 O'Connor says he had to review and change the mechanism because he could never agree, or often he could never agree 7 8 with the government on summaries.

9 Were you aware that that happened in the Arar10 Commission, by the way?

MR. DOMINIC LeBLANC: 11 So I can't speak to what government officials did when I was a backbench MP, I 12 13 think at the time, almost 20 years ago, of the O'Connor 14 Commission. I was obviously aware, in discussions around the establishment of this Commission, of how to ensure that that 15 precise circumstance is not the case in the work of this 16 Commission, and I think 20 years, intelligence agencies have 17 evolved, Federal Court cases have increased the obligation on 18 19 intelligence agencies across the board, and mechanisms have involved [sic] for these senior officials to understand their 20 21 obligation to disclose as much as is possible and prudent 22 respecting their other obligations. So I think the context 23 in which these intelligence agencies operate now is different than 20 years ago. But as I say, I have every confidence in 24 the officials with whom I work, that they will be available 25 and participatory in a very significant and robust way in 26 assisting the Commission in completing the mandate that 27 28 Cabinet has enacted.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

MR. CHRISTIAN LEBLANC: Thank you. 1 And again, I'm happy that you're saying that this morning. 2 3 But more precisely, if anything has been done by you, what did you do concretely to ensure that what 4 happened 20 years ago in the Arar Commission will not happen 5 6 here again. Did you have discussions with my colleague representing the government? Did you have discussions inside 7 8 government to make sure that this doesn't happen again, 9 precisely on that point? MR. DOMINIC LeBLANC: Again, I don't want to 10 repeat myself, I'm not trying to not answer the question. 11 But the best answer to your precise question, but the best 12 13 answer to your precise question is contained in the terms of 14 reference that have the force of an order in council, which binds every official and the entire machinery of the 15 Government of Canada in a way that a conversation with a 16 Minister cannot. 17 So I will repeat, and have repeated to the 18 19 officials with whom I work, that the government is -- expects them to collaborate with the Commission in this work. 20 But I 21 have no hesitation in saying I'm very confident they 22 understand the clear direction from the Cabinet and are very

23 much at work to do what's necessary to support the Commission 24 in its work.

25 MR. CHRISTIAN LEBLANC: And you just
26 mentioned that you had discussions with government officials.
27 Did you have discussions precisely on this matter? Make
28 sure, and I want you to agree with the Commission and get the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC Cr-Ex(Leblanc)

summaries because it is important, it's one of the mechanisms that we believe would be important in this Commission?

MR. DOMINIC LeBLANC: As I said, I reviewed 3 the terms of reference of the Commission with the officials 4 with whom I work on a weekly basis. And in preparing for the 5 6 appearance this week, I have every confidence that they have taken note of an order in council and the creation of this 7 Commission, and they're very much engaged in doing that work 8 and will continue to do so until the Commission concludes its 9 work. 10

MR. CHRISTIAN LEBLANC: So and believe me, 11 we're all familiar with the terms of reference, specifically 12 13 with the ones that talks about transparency, and I'll move 14 But for the record, I just want to make sure, so do I on. get it from your answer that you are trusting these terms of 15 reference and the strength behind these terms of reference, 16 but you didn't have any specific questions or discussion 17 about -- with government officials or government lawyers 18 19 about the need to arrive at a swiftly, timely agreement on, for example, summaries? 20

21 MR. DOMINIC LeBLANC: No, sorry. I want to
22 be precise, because I wouldn't want to leave an erroneous
23 impression.

Of course, with the director of CSIS and other senior officials, I have spoken about our expectation that they collaborate with the Commission in an expeditious and effective way. They understand the priority the government places on this Commission's work. But at the risk

INTERNATIONAL REPORTING INC.

of repeating myself, what's persuasive to these senior officials is an order in council enacted by the Cabinet which instructs them to do that work.

And I don't have any reason to think that they will be anything less than efficient and effective and collaborative in this work. But they know, because I've said it to them, that that is our expectation as well.

8

MR. CHRISTIAN LEBLANC: Thank you.

9 I just want to clarify another point. You talk about the importance of the report and the fact that the 10 public will know that this Commission will have had access to 11 all of the confidential, secret, and top-secret information. 12 13 And I get that, but am I correct to say, and do you agree 14 also, that over and above the report, the work of the Commission is also important for the Canadian public and it's 15 also important for the Canadian public to follow the 16 Commission, not just read a report? Am I correct to say 17 Do you agree with that? that? 18

MR. DOMINIC LEBLANC: I do, and in fact, this
week, I think, has been a very good beginning to that public
facing work that the Commission will do.

22 MR. CHRISTIAN LEBLANC: And on the merits, so 23 when the Commission will actually be looking at foreign 24 interference with different witnesses, do you agree with me 25 that it will be important for the Canadian public to be able 26 to follow that work as much as possible?

27 MR. DOMINIC LeBLANC: As much as possible,
28 yes. And again, I'm not -- I'm not repeating myself, but we

INTERNATIONAL REPORTING INC.

understand the limitations of certain witnesses that will appear in public hearings around the disclosure of protected information.

4 MR. CHRISTIAN LEBLANC: But just so that I'm 5 clear, you agree that this is not just a commission, it's a 6 public commission and therefore the work of the Commission is 7 important to be followed by the Canadian public in order for 8 them to understand what happened, what can be done to the 9 extent of the foreign interference. So the work itself 10 toward those goals are important for the Canadian public?

MR. DOMINIC LeBLANC: Yes. And the terms of 11 reference, again, contemplate that, but also contemplate the 12 balance that necessarily has to be struck that we discussed 13 14 earlier this morning. The terms of reference agreed to by every political party in the House of Commons contemplate the 15 public facing work and the importance of that for the reasons 16 we discussed. But also, the fact that some of the work will 17 need to be done in camera, and some of the information that 18 19 will be available to the Commission obviously, in an unredacted form, will need to benefit from the protections 20 21 that exist under law.

22 MR. CHRISTIAN LEBLANC: And I'm not disputing 23 that. I just wanted to clear for the record, because -- this 24 point, because you mentioned it a few times and it's 25 certainly true, that the report will be important at the end. 26 But I wanted to clarify that the work of the Commission is 27 also important and very much important in this whole 28 exercise.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

MR. DOMINIC LeBLANC: Well, I would agree 1 2 with that. 3 COMMISSIONER HOGUE: Maître Leblanc, il vous reste une minute. 4 MR. CHRISTIAN LEBLANC: Okay. So in one 5 6 minute I -- there's a national security transparency commitment document with principles. One of those principles 7 says that -- and I'll quote it -- "Information is not to be 8 9 protected to prevent embarrassment or to conceal inefficiency, errors, or problems". And I asked the same 10 question yesterday, if you heard it, to the panel. I'm 11 asking you the question today, do you agree with that? 12 13 MR. DOMINIC LeBLANC: Yes. 14 MR. CHRISTIAN LEBLANC: And do you agree that it also covered the reputations of elected officials, 15 politicians? 16 MR. DOMINIC LeBLANC: That would never be a 17 reason that these non-partisan senior officials would apply 18 19 their requirement at law around protecting information. That would not be what -- nor would it be appropriate for the 20 21 senior officials who have this responsibility to apply that 22 test. 23 MR. CHRISTIAN LEBLANC: Mr. Minister, thank 24 you very much. Commissioner. 25 MR. DOMINIC LeBLANC: Merci. COMMISSIONER HOGUE: Merci, Maître Leblanc. 26 27 I think the next one is Ms. Taylor for the 28 Human Rights Coalition.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC Cr-Ex(Taylor)

--- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR 1 2 MS. HANNAH TAYLOR MS. HANNAH TAYLOR: Good afternoon, 3 Commissioner and Minister LeBlanc. 4 MR. DOMINIC LeBLANC: 5 Bonojur. 6 MS. HANNAH TAYLOR: My name is Hannah Taylor, counsel for the Human Rights Coalition. The Human Rights 7 8 Coalition is comprised of community groups engaged in work for the rights of disparate communities, particularly 9 vulnerable to transnational oppression and the effects of 10 foreign interference. 11 12 So Minister, you mentioned being in 13 discussion with senior officials from the agencies with whom 14 you work regarding transparency in the context of foreign interference. But I understand that you have not given 15 direction to officials regarding the decisions to release 16 classified information and you're not involved in the process 17 of how information is classified or in deciding whether 18 19 information is disclosed to the public. Is that correct? MR. DOMINIC LeBLANC: Yes, in my view it 20 would be -- I do not give that direction, nor in my view 21 22 would it be appropriate for me in the context of specific 23 documents or specific information to give them a direction on either the classification that that information would be 24 under, or the disclosure of that information. 25 MS. HANNAH TAYLOR: Have you been involved in 26 policy making or the creation of guidelines having to do with 27 28 the criteria involved in decisions regarding disclosure of

INTERNATIONAL REPORTING INC.

information gathered by intelligence agencies? 1 2 MR. DOMINIC LeBLANC: I have not personally been involved. I have been briefed that those criteria are 3 to some extent established by statute. I'm familiar with the 4 broad statutory applications, and as you would know, there 5 6 have been a series of court cases over the years that impose obligations on the agencies, and I would expect that they're 7 8 following their requirements in the case law as well. 9 MS. HANNAH TAYLOR: Okay. So you haven't personally been involved, but you're familiar generally with 10 those topics. That's what you're saying? Or you're familiar 11 with ---12 13 MR. DOMINIC LeBLANC: Tell me exactly what 14 topics you're -- I just want to make sure that I ---15 MS. HANNAH TAYLOR: I'm just speaking about quidelines, criteria, or policy that agencies use in making 16 decisions about disclosure. 17 MR. DOMINIC LeBLANC: Again, the guidelines 18 19 and the policies are established by the agencies under law by virtue of an application of a statute in case law decisions. 20 21 But as I said earlier, the people with whom I work, the 22 senior officials know very much, because I say it to them often, the Commissioner of the RCMP, the Director of CSIS and 23 others, our expectation and our desire for them to be 24 accessible and available in public fora and with journalists 25 and others precisely so Canadians can understand the work 26 they're doing and it demystifies a bit the important work 27 28 that thousands of women and men do every day in these

INTERNATIONAL REPORTING INC.

2 MS. HANNAH TAYLOR: Okay. So it sounds like we're saying government should not be involved in the 3 creation of such guidelines, policy or criteria. That would 4 be up to agencies themselves when it comes to ---5 6 MR. DOMINIC LeBLANC: No, your question was, was I personally involved in the ---7 MS. HANNAH TAYLOR: Okay ---8 9 MR. DOMINIC LeBLANC: --- details of those policies. It is appropriate for the government to set broad 10 policies ---11 MS. HANNAH TAYLOR: Okay. 12 MR. DOMINIC LeBLANC: --- and expectations of 13 14 these agencies. Our expectations are that they should be transparent with Canadians, to the extent, obviously, 15 permissible under law and with conscious of their important 16 obligation that others spoke to yesterday in a way that -- in 17 a precise way that I can't, the importance of them being able 18 19 to preserve their ability to protect human sources, investigative techniques. If they're doing national security 20 21 investigations, for example, it necessarily has a series of 22 criteria around the handling and protection of information. 23 So a policy or a directive from the government to be as transparent as one can be, obviously, doesn't obviate those 24 responsibilities which we expect them to uphold as well. 25 MS. HANNAH TAYLOR: Okay. And so in those --26 in that policy or the directives coming from the government 27 that you're familiar with, has the personal security of 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

agencies.

targeted diaspora communities been included as criteria to be considered in disclosure decisions? Has that been treated as a priority in those directives or policies directed by government?

MR. DOMINIC LeBLANC: So my conversations, 5 6 certainly with Director Vigneault, have included discussions about his engagement and the engagement of his senior 7 colleagues as well with the diaspora communities, many of 8 9 whom you represent, they are keenly aware that, as I said I think earlier this morning, many of these communities are 10 themselves targets of this transnational repression. 11 It's a circumstance that exists in other countries as well. 12 It's 13 been the subject of conversations of Five Eyes Ministers, my 14 meeting with Secretary Mayorkas in the United States, the 15 Homeland Security Secretary in Washington before Christmas. We spoke about the very real threat of transnational 16 repression and its effect on communities. It's similar in 17 other large democracies. So I have been clear with Director 18 19 Vigneault and others that, to the extent that they can, their interaction with these communities and their ability to work 20 21 with these communities is important. We have a cross-22 cultural round table at the Public Safety Department. I've participated in some of those meetings. That also brings 23 together different representatives of civil society in some 24 25 of the communities that you would represent. So to the 26 extent that we can by law, I think it's very valuable and important for these communities to know that these agencies 27 28 are doing everything they can to protect them, and for them

INTERNATIONAL REPORTING INC.

to understand, as I said earlier this morning, the nature and 1 2 the threat of foreign interference in democratic processes and how the threat evolves and has evolved just in the few 3 years with which I've been involved in this area and how the 4 government also wants to evolve our measures to counter 5 6 foreign interference to make sure that we're keeping up with the evolving threat as well. And as I say, many of the 7 8 groups that are on the front line of this challenge are groups that you would represent based on your opening 9 comment. 10

MS. HANNAH TAYLOR: And so you're saying in 11 these discussions, in directives that you've given, personal 12 13 security of targeted diaspora communities have been treated 14 as a priority. And would that extend also to their ability to take precautions to protect themselves against foreign 15 interference and transnational repression when it comes to 16 17 disclosure? I'm not sure if that question was very clear. Does that ---18

MR. DOMINIC LeBLANC: No, again, it's a precise question. You talked about disclosure, protect themselves. I thought, for example, of threat reduction measures, which is an instrument that CSIS has, but can you pose the question again? I want to make sure I understand precisely.

25 MS. HANNAH TAYLOR: Oh, yeah, certainly. So
26 it sounds like in discussions you've had with senior
27 officials in directives that you are familiar with from
28 government having to do with disclosure decisions, the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

personal security of targeted diaspora communities has been treated as a priority or has been mentioned as a consideration to keep in mind. Does that extend also to the ability to -- of diaspora communities to take precautions to protect themselves? So having enough information that they can do that?

MR. DOMINIC LeBLANC: Obviously, for your 7 8 clients and for the diaspora communities that are targeted by 9 some of this foreign interference, the more information that they can appropriately have, the better they'll be able to 10 detect and deter or disrupt the foreign interference. And my 11 direction to officials has been to engage as much as possible 12 13 in a constructive and collaborative way with these 14 communities that are understandably concerned, and the public discussion of these issues has heightened their concern. 15 It's also heightened, I think, their awareness of the nature 16 17 of the threat, and I hope that that builds up their resilience. 18

19 The only part with which I would want to be careful of your question is I wouldn't -- in those 20 conversations, my encouragement, directive, pick the word you 21 22 want, to the officials was to engage with the communities. I 23 wouldn't have been prescriptive around the disclosure because 24 it's for all the reasons that is accompanied by a series of legal obligations, but, again, there is an instrument in the 25 CSIS Act, I believe, or certainly in their practice where 26 they can meet with individuals. You talked about the 27 personal security of members of the community. Those are 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

threat reduction briefings that the Director of CSIS and his 1 2 officials conduct. And, again, they can speak to you more precisely about the criteria in which they would engage in 3 that particular kind of work and what would be the disclosure 4 requirements that they would have. They would be best 5 6 positioned. I do know that they, from time to time, conduct these meetings and I encourage them to do so as much as is 7 possible under law, but they can speak to the precise nature 8 9 around the disclosure element in those conversations.

MS. HANNAH TAYLOR: Okay. And recognizing 10 that you don't provide specific directions and that that is 11 better suited to -- making specific decisions, of course, 12 13 best suited to the senior officials in these intelligence 14 agencies, you'd agree that the personal security of targeted diaspora and their ability to protect themselves against 15 foreign interference should continue to be treated as a 16 17 priority in these discussions and in the Commission's work?

MR. DOMINIC LeBLANC: Yeah, absolutely, but
 it's also a priority for the government of Canada and our
 security agencies as well, of course.

21 MS. HANNAH TAYLOR: Excellent. Thank you,
22 Minister. Thank you.

23

COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

Alors, Maitre Sirois, c'est votre tour, for
the Russian Canadian Democratic Alliance.

26 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR

- 27 MR. GUILLAUME SIROIS:
- 28

MR. GUILLAUME SIROIS: Merci, Madame la

INTERNATIONAL REPORTING INC.
Commissaire. 1 2 Merci, Ministre LeBlanc, d'être ici aujourd'hui avec nous. 3 My name is Guillaume Sirois from Power Law, 4 Juristes Power, and I represent the Russian Canadian 5 6 Democratic Alliance, l'Alliance démocratique des Canadiens 7 russe. 8 The RCDA is a national non-profit 9 organization supporting the development of the Russian and Canadian community around the ideals of democracy, human 10 rights, civil liberties and the rule of law. 11 Ma série de questions va faire un suivi, un 12 13 bon suivi avec les questions qui viennent juste de vous être 14 posées par ma consœur, Me Taylor. Je pense qu'elle a fait un bon travail de montrer à quel point les communautés de 15 diaspora sont affectées peut-être de manière disproportionnée 16 17 par rapport au reste de la population canadienne quand vient le temps de parler d'ingérence étrangère et de répression 18 19 transnationale. Si on peut sortir le document CAN Document 2, 20 s'il vous plait. Il s'agit de la lettre du gouvernement du 21 22 15 décembre qui explique la raison derrière les rédac... les caviardages qui ont été effectués par le gouvernement pour 23 les 13 documents. 24 En quelque sorte, si je comprends bien, cette 25 lettre-là, l'objectif, c'était d'expliquer au public dans le 26

27 contexte de cette semaine d'audience de quoi aurait l'air le
28 caviardage et quelles seraient les considérations du

LeBLANC Cr-Ex(Sirois)

gouvernement fédéral en faisant ce caviardage-là et en 1 2 protégeant l'information. **COMMISSAIRE HOGUE:** Maitre Sirois, je vous 3 interromps parce que je pense que le document n'est pas à 4 l'écran. 5 6 MR. GUILLAUME SIROIS: Yes, it's CAN Doc 2. COMMISSAIRE HOGUE: Voilà. 7 M. DOMINIC LeBLANC: Oui, je le vois. 8 9 Me GUILLAUME SIROIS: Donc... pardon, mon introduction est à peu près la bonne par rapport au document? 10 Est la bonne, en fait? 11 On s'entend? 12 13 M. DOMINIC LeBLANC: Je suis familier, 14 évidemment avec le document et je ... d'après ce que j'ai compris, la Commission avait demandé aux hauts fonctionnaires 15 de passer à travers les 13 documents, de faire les 16 17 caviardages qui s'imposaient, comme exemple, de comment ce processus-là sera suivi, et les limitations qui s'imposent 18 dans ce contexte-là, oui, je... si c'est ça l'introduction, je 19 suis familier avec ça. 20 Je sais aussi, puis je pense que c'est 21 22 important de le réitérer, c'est que la Commission évidemment aura accès elle-même à tous les documents sans être 23 24 caviardés, c'est sûr, c'est un exemple pour la divulgation potentielle publique, mais la Commission, à tout moment, aura 25 accès aux documents non caviardés. 26 Me GUILLAUME SIROIS: Et dans la décision de 27 divulguer l'information au public, on se rappelle qu'on a 28

entendu cette semaine beaucoup qu'il y a une balance d'intérêts qui se produit : la balance entre l'intérêt à la sécurité nationale et la balance entre l'intérêt public à avoir accès à cette information-là. Vous êtes familier avec cet exercice?

6

M. DOMINIC LeBLANC: Absolument.

Me GUILLAUME SIROIS: Et aussi, j'ai compris
plus tôt ce matin que vous n'êtes pas impliqué dans les
questions plus précises d'un document, le caviardage d'un
document plus précis, par exemple. C'est pas quelque chose
que vous êtes impliqué, c'est pas approprié selon vous d'être
impliqué dans le caviardage d'un document précis.

M. DOMINIC LEBLANC: C'est ça, ça ne serait
pas approprié, ni à la décision de comment classifier un tel
document ou un tel renseignement. La classification comme
telle est faite pas par des élus ou par des adjoints
politiques, c'est sûr.

Me GUILLAUME SIROIS: Je comprends. Disons 18 19 qu'on prend un pas de recul et qu'on regarde la situation un peu plus d'un point de vue macro. Si on avait un indice comme 20 21 quelque chose qui nous indiquerait que l'intérêt du public 22 n'était pas suffisamment considéré dans ces décisions-là de 23 divulgation de documents ou de caviardage, est-ce que c'est 24 quelque chose qui vous interpellerait, vous, en tant que ministre responsable de Sécurité publique et des Institutions 25 démocratiques? 26

27 M. DOMINIC LeBLANC: Mais votre question est
 28 hypothétique. Dans quelles circonstances? Moi, ceux et celles

INTERNATIONAL REPORTING INC.

qui font ce travail-là comprennent l'importance de cet 1 équilibre-là et comprennent le désir et les instructions du 2 qouvernement de bien faire leur travail selon la loi, et 3 comme j'ai dit, dans le domaine de l'ingérence étrangère, la 4 capacité des citoyens de reconnaitre, de comprendre qu'est-ce 5 6 que c'est la menace de l'ingérence étrangère, surtout, par exemple, les diasporas que vous représentez et votre collègue 7 avant vous. 8

9 Ce sera important dans la mesure du possible
10 de fournir ces renseignements-là. Ça, ça fait partie d'une
11 résilience essentielle pour protéger les institutions
12 démocratiques au Canada.

Me GUILLAUME SIROIS: Peut-être que je peux
 rendre la question un peu moins hypothétique en justement
 adressant le document qui est le seul document que nous avons
 pour comprendre… que les participants ont pour comprendre la
 raison derrière les rédactions… les caviardages.

18 On peut descendre un petit peu le document 19 juste pour centrer ce paragraphe précis. Oui, exactement. 20 On voit au point 4 du dernier paragraphe que 21 la Commission a dit : 22 « Une annexe classifiée fournissant

23 des informations supplémentaires sur 24 le préjudice qui résulterait de la 25 divulgation a été fournie à la 26 Commission, mais pas au public. » 27 On parle du préjudice qui résulterait de la 28 divulgation dans ce document, présumément, mais il n'y a rien

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC Cr-Ex(Sirois)

qui indique que ce document adresse l'intérêt public à la 1 2 divulgation, n'est-ce pas? De la phrase, on comprend, on ne voit rien qui parle d'intérêt public ici. 3 M. DOMINIC LeBLANC: Bien, il faudra que j'aie 4 devant moi le document secret que fait référence le point 4. 5 6 Alors, vous comprenez... Me GUILLAUME SIROIS: Je comprends. 7 M. DOMINIC LeBLANC: ...c'est difficile pour moi 8 9 de commenter. Cependant, je pense le directeur du Service de renseignement et d'autres hauts fonctionnaires ont expliqué 10 c'est quoi la nature du préjudice qui peut arriver dans un 11 contexte de divulgation inapproprié. On a discuté tantôt ou 12 13 plus tôt ce matin avec votre collèque de l'importance pour 14 les agences de renseignement d'avoir accès... Me GUILLAUME SIROIS: J'aimerais juste ... 15 j'aimerais juste ... j'ai d'autres questions, on n'a pas 16 beaucoup de temps. Je n'aime pas vous interrompre, mais 17 j'aimerais juste continuer, si on peut, pour le reste de 18 19 cette lettre, voir de qu'est-ce qu'elle parle notamment. Si on peut descendre encore, s'il vous plait? 20

22 « Quelques définitions sur l'information dite classifiée,
23 sensible ou préjudiciable ».

On parle ici... on va lire les titres :

21

28

24On peut descendre encore.25L'explication du préjudice, encore une fois26on parle du préjudice, pas d'intérêt public.27On peut descendre. Encore. Encore.

Les renseignements provenant du SCRS, on

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC Cr-Ex(Sirois)

parle de, comme, c'est quoi un document qui provient du SCRS, 1 2 c'est quoi les sources protégées. 3 On peut descendre encore. L'ingérence étrangère, on parle généralement 4 d'ingérence étrangère, l'effectivement mosaïque, par exemple, 5 6 et cetera. On ne parle pas d'intérêt public à la divulgation. On peut descendre encore. 7 8 Finalement, on parle des ressources, le 9 fameux 200-heures que ma collèque, Maitre ma consœur, Me Chaudhury a mentionné aujourd'hui, plus tôt ce matin. 10 On peut descendre encore. 11 Et on parle enfin, finalement, on parle des 12 13 autres options parlées d'avant. La seule phrase qui pourrait 14 peut-être indiquer une certaine considération d'intérêt public, c'est : « Le gouvernement du Canada reconnait 15 l'importance d'éduquer le public sur la menace de l'ingérence 16 17 étrangère. » Donc, vous l'avez dit vous-même, l'annexe qui 18 19 parle du préjudice potentiel à la sécurité nationale, il faudrait la voir pour savoir s'il est question d'intérêt 20 public à la divulgation dans cette annexe-là, parce que, pour 21 22 l'instant, on ne peut même pas savoir ça, si ç'a été considéré d'intérêt public à la divulgation. 23 De la lettre qu'on voit ici là, qui a été 24 transmise aux participants et au public, de là non plus on ne 25 peut pas savoir si l'intérêt public à la divulgation a été 26 considéré, encore moins si l'intérêt de la diaspora, qui est 27 28 très importante dans ces questions-là, a été considéré.

Donc, j'aimerais juste savoir comment... qu'est-ce qu'on est supposé dire, ma consœur, Me Taylor et moi, à nos clients quand on veut essayer de leur expliquer que le gouvernement du Canada considère l'intérêt public à la divulgation quand la seule information qu'on a pour cet exercice cette semaine ne parle pas du tout de l'intérêt public à la divulgation?

M. DOMINIC LeBLANC: Moi, je suis tout à fait 8 9 confiant que les agences de sécurité comprennent un principe fondamental, un principe de base dans leur fonctionnement. 10 C'est qu'ils ont une obligation de respecter l'intérêt public 11 et, comme j'ai dit, la loi prévoit plusieurs mécanismes pour 12 13 s'assurer qu'ils font leur travail dans le respect de ces 14 principes-là. Il y a des décisions de la Cour et beaucoup de recours en ce qui a trait, par exemple, à des mandats du 15 Service de renseignement. Il y a dans la loi et dans les 16 17 pratiques une surveillance importante dans le travail que font ces agences-là. 18

19 Mais moi, je sais et je suis tout à fait confiant qu'ils comprennent l'importance de l'intérêt public 20 21 dans le contexte de l'ingérence étrangère, dans le contexte 22 de protéger les membres de la communauté que vous 23 représentez, et votre collèque avant vous. Et encore là, parce que vous l'avez fait au début de notre échange et vous 24 l'avez fait en introduisant la dernière question, je pense 25 c'est important de rassurer tout le monde que la Commission a 26 vu précisément l'annexe qui décrit en détail le préjugé 27 28 potentiel de divulguer les documents.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Alors, il ne faut pas laisser l'impression
que Madame la Commissaire et ses avocats et les gens qui
travaillent avec elle n'ont pas accès à tous ces
renseignements-là, mais dans certain cas, ces renseignementslà seront ouverts par l'application de la loi pour les
raisons que le directeur et d'autres ont bien énumérées
devant vous hier.

8 Me GUILLAUME SIROIS: Si je comprends bien...
 9 COMMISSAIRE HOGUE: Maitre Sirois, votre temps
 10 est écoulé, mais je vais vous laisser poser une dernière
 11 question pour conclure.

12Me GUILLAUME SIROIS: Merci. Merci, Madame la13Commissaire.

14 Donc, si je comprends bien votre réponse, grosso modo, vous faites confiance aux agences de sécurité, 15 elles savent quoi faire, elles connaissent leur travail, vous 16 faites confiance à la Commission, ils font leur travail 17 aussi. Même si on ne donne aucune explication sur comment que 18 19 la balance de l'intérêt public à la divulgation a été effectuée dans ce contexte, il faut faire confiance aux 20 21 agences qui font bien leur travail.

22 Mais j'aimerais quand même, Monsieur le 23 Ministre, en tant que personne qui est la personne qui est 24 responsable aux yeux du public de ces questions-là, 25 j'aimerais quand même vous demander de vous engager pour la 26 diaspora, pour les membres du public, à être plus transparent 27 sur la question de la divulgation de l'intérêt… la 28 considération de l'intérêt public dans les questions de

divulgation de renseignements dans le contexte de la présente
 Commission.

M. DOMINIC LeBLANC: Moi, je ne partage pas la 3 façon que vous avez caractérisé votre question dans le sens 4 il n'y a pas... il n'y a pas de discussions ou de preuve que 5 6 les agences considèrent l'intérêt public dans leurs décisions, y compris de divulgation. Vous aurez la chance 7 8 d'entendre d'autres témoins et peut-être vous allez rappeler les témoins que vous avez eus cette semaine, y compris les 9 hauts fonctionnaires. 10

Alors, moi, je ne veux pas être désagréable, mais je ne suis pas d'accord avec votre caractérisation. C'est à vous de le faire, c'est pas moi qui vais accepter l'idée que ces agences-là ne sont pas tout à fait confiantes et tout à fait conscientes de leurs obligations en ce qui a trait à l'intérêt public.

Et comme je l'ai dit, c'est très clair de ma 17 part et de leurs discussions avec moi dans leur travail 18 19 hebdomadaire, ils comprennent l'importance d'être engagés avec les diasporas, précisément pour augmenter leur 20 résilience et les rassurer que le gouvernement et les agences 21 22 de sécurité nationale font tout le travail possible pour les 23 protéger et en collaboration avec eux autres, c'est une des 24 meilleures façons qu'on peut faire ce travail-là.

25 Me GUILLAUME SIROIS: Merci, Monsieur le
26 Ministre.
27 Merci, Madame la Commissaire.

COMMISSAIRE HOGUE: Merci.

28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1	Mr. Choudhry for Jenny Kwan.
2	CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR
3	MR. SUJIT CHOUDHRY:
4	MR. SUJIT CHOUDHRY: Good day, Minister. My
5	name
6	MR. DOMINIC LeBLANC: Good morning.
7	MR. SUJIT CHOUDHRY: My name is Sujit
8	Choudhry. I am counsel to Jenny Kwan, Member of Parliament
9	for Vancouver, who I believe you know.
10	MR. DOMINIC LeBLANC: My colleague.
11	MR. SUJIT CHOUDHRY: Yes, of course.
12	And so I want to pick up on some of your
13	testimony this morning about the Commission's access to
14	confidential documents and how the government has facilitated
15	that.
16	And so maybe I can just sort of back up and
17	ask you that, in essence, isn't the wouldn't you agree
18	that the reason why the government has given the Commission
19	access to confidential documents is to enable the
20	Commissioner to get to the bottom of the question of whether
21	there was foreign interference in the 43rd and 44th general
22	elections?
23	MR. DOMINIC LeBLANC: Yes, and to reassure
24	Canadians that when the reports are released that the
25	Commissioner and her staff will have had access to these
26	documents in arriving at the conclusion that they will
27	they will make or they will arrive at.
28	MR. SUJIT CHOUDHRY: And you're aware that

the government has made it possible for the Commissioner and 1 2 her team to access classified documents by granting them the highest level of security clearance. 3 MR. DOMINIC LeBLANC: Yes. 4 MR. SUJIT CHOUDHRY: Yes. 5 6 And that the Commissioner and her legal team have been -- are permanently bound by law under the Security 7 of Information Act to secrecy for all this information. 8 9 MR. DOMINIC LeBLANC: My understanding is that's a statutory obligation that applies to all those who 10 have that access, yes. 11 MR. SUJIT CHOUDHRY: So if -- Mr. Registrar, 12 13 if you could just put up on the screen, please, Commission 14 Document 3. And Minister LeBlanc, these are the Terms of 15 Reference which I am sure you've read more times than you 16 17 care to. --- EXHIBIT No./PIÈCE No. COM 3: 18 19 Orders in Council - Terms of 20 Reference MR. DOMINIC LeBLANC: Various drafts, too. 21 22 MR. SUJIT CHOUDHRY: Yeah, I'm sure. I'm 23 sure. 24 And so if it won't give you PTSD, sir, I'd like to just ask you to look at ---25 MR. DOMINIC LeBLANC: It was the summer. 26 Ι 27 was in New Brunswick on holidays doing this. 28 MR. SUJIT CHOUDHRY: So I'm just going to

LeBLANC Cr-Ex(Choudhry)

focus on a bit of it. 1 2 So if we could go to the end of the English section, and I have it down as page 12 of the PDF, Mr. 3 Registrar, so to (c) here. 4 Could you scroll up? 5 6 Let's stop there. So I'm just going to read it, clause (c), 7 into the record for the public who's watching, Minister. And 8 9 this says that the Terms of Reference direct: "... that the Commissioner be given 10 access, so that they may carry out 11 their mandate, to those confidential 12 13 cabinet documents that came into 14 existence on or after November 4, 15 2015 and that were provided to the 16 Independent Special Rapporteur on Foreign Interference [the Honourable 17 David Johnston] in relation to the 18 19 preparation of his First Report, dated May 23, 2023." 20 21 And you recognize that language, obviously. 22 MR. DOMINIC LeBLANC: T do. MR. SUJIT CHOUDHRY: Yes. 23 24 And so the -- so Minister, so the 25 Commission's informed the participants that these documents have been shared with the Commission in unredacted form, but 26 the Commission has also indicated that the government has --27 28 that there are further Cabinet documents that aren't covered

by this clause but that have been provided to the Commission
 but in redacted form.

3 Are you aware of that? MR. DOMINIC LeBLANC: So I'm aware as we 4 prepared this particular Term of Reference that, as you know, 5 6 the decision to share Cabinet documents that are subject to Cabinet confidence is properly in the hands of the Prime 7 Minister based on the advice of the Clerk. The Prime 8 9 Minister -- November 4th, 2015 is the date on which our government was first sworn in. That's why that date's there. 10 So these would be Cabinet documents during the time our 11 government was in office. And the Prime Minister authorized 12 13 the sharing of the relevant documents around the protecting 14 democracy plan and other elements around foreign interference 15 with Mr. Johnston. And in the Terms of Reference, we 16 17 specifically wanted to ensure that those same documents were obviously shared with this Commission in an unredacted way. 18 19 MR. SUJIT CHOUDHRY: But there are also additional Cabinet documents -- the Commission's informed 20 21 counsel that there are additional Cabinet documents that go beyond those referenced here in this clause that have been 22 shared with the Commission -- Commissioner and her team, but 23 with redactions. 24 25 MR. DOMINIC LeBLANC: So ---26 MR. SUJIT CHOUDHRY: Are you aware of that? MR. DOMINIC LeBLANC: I haven't seen those 27 28 particular documents. I would have to look at the documents

INTERNATIONAL REPORTING INC.

to be able to comment specifically on those documents. 1 2 But I think what's important, and I think it perhaps bears repeating, the government wants to be 3 collaborative with the Commission and if the Commission, in 4 its judgment, determines that there are other documents that 5 6 they believe are relevant and germane to their work, the government would obviously consider such a request very 7 seriously. 8 9 MR. SUJIT CHOUDHRY: So then that leads to my question, is that ---10 MS. SHANTONA CHAUDHURY: 11 Commissioner, if I may, I hate to interrupt the exchange. I just want to make a 12 13 clarification for the record, which is that the Commission 14 didn't say there were other Cabinet documents. It said that other documents that the Commission has received contain 15 redactions for Cabinet confidence. 16 MR. SUJIT CHOUDHRY: Fair enough. I stand 17 corrected. 18 19 And so the question, then, I have, Minister LeBlanc, is this, that given that the Commissioner and the --20 21 and her counsel have been granted top secret security clearance and there really is no risk of them -- of these 22 documents -- of those confidences being disclosed, wouldn't 23 it be -- from a practical perspective, be better to give to 24 the Commission these documents without those redactions? 25 The government doesn't need to assert 26 privilege under section 39 of the Canada Evidence Act. 27 It's 28 its option to, but it's not its duty to.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 MR. DOMINIC LeBLANC: Again, the precise --2 the assertion of Cabinet confidence is properly, I think, a 3 question that you could put to the Clerk of the Privy 4 Council. I'm not a technical expert in this, but there are a 5 lot of people in the Government of Canada that have top 6 secret Cabinet clearance that don't see every document 7 subject to Cabinet confidence.

8 Our commitment is to ensure that the 9 Commission has in an unredacted way access to all of the 10 relevant documents for the Commission to do its work and, as 11 I said, the government would -- and I -- the lead Commission 12 counsel's clarification was important because I had 13 understood differently from your question.

A Cabinet document is different than a document subject to Cabinet confidence, but the Commission is obviously free to make requests to the government that we would endeavour expeditiously to look at with the utmost seriousness.

MR. SUJIT CHOUDHRY: Okay. Those are my
 questions. Thank you, Minister.

21 MR. DOMINIC LeBLANC: Thank you. 22 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 23 Me van Ert for Michael Chong. 24 MR. GIB van ERT: Madam Commissioner, Mr. Chong's counsel have no questions for this witness. 25 26 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 27 And then I turn to Me Tzemenakis for the 28 Government.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC

MR. GREGORY TZEMENAKIS: Thank you, Madam 1 2 Commissioner. Je n'ai pas de questions pour ce témoin. 3 I have no questions for the Minister. COMMISSIONER HOGUE: Any questions in re-4 examination? 5 6 MS. SHANTONA CHAUDHURY: No re-examination. 7 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 8 It means that we are done with Minister LeBlanc. 9 Ça, ca ne semble pas bien. 10 (LAUGHTER/RIRES) 11 M. DOMINIC LeBLANC: Vous allez m'excuser, 12 13 vous allez me souhaiter une bonne fin de semaine... 14 COMMISSIONER HOGUE: After that. M. DOMINIC LeBLANC: Je m'en vais au Nouveau-15 Brunswick. OK. OK. 16 COMMISSIONER HOGUE: So we'll take till 1 17 o'clock -- 2 o'clock for lunch, and merci beaucoup pour 18 19 votre... M. DOMINIC LeBLANC: Merci à vous. 20 COMMISSAIRE HOGUE: ...votre présence... 21 22 M. DOMINIC LeBLANC: Merci à vous. COMMISSAIRE HOGUE: ...Monsieur le Ministre. 23 24 Alors... M. DOMINIC LeBLANC: C'est un privilège d'être 25 26 devant vous. Merci beaucoup. 27 COMMISSAIRE HOGUE: Et on vous souhaite un bon 28 weekend, on sait pas où.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

LeBLANC

M. DOMINIC LeBLANC: Ah, mais je vais essayer ... 1 moi, j'ai acheté un Ski-doo, alors... il y a de la neige au 2 Nouveau-Brunswick, alors je vais essayer d'y aller. 3 Merci beaucoup. 4 COMMISSAIRE HOGUE: Soyez prudent. 5 6 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, s'il vous plaît. 7 This sitting of the Foreign Interference 8 Commission is now in recess until 2 o'clock. Cette séance de 9 la Commission sur l'ingérence étrangère va être reprise à 2 10 heures. 11 --- Upon recessing at 12:26 p.m. 12 13 --- L'audience est suspendue à 12 h 26 14 --- Upon resuming at 2:00 p.m. --- La séance est reprise à 14h00 15 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, 16 s'il vous plaît. This sitting of the Foreign Interference 17 Commission is back in session. 18 19 Cette séance de la Commission sur l'ingérence étrangère a repris. 20 21 So we are the closing submissions, and I 22 think I am right this time, the first one is Maitre Leblanc. So you're invited to the podium, Maitre Leblanc. 23 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR 24 MR. CHRISTIAN LEBLANC: 25 MR. CHRISTIAN LEBLANC: Madam Commissioner, 26 colleagues, thank you again for giving us the opportunity to 27 28 participate in this week's hearing.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

We certainly recognise that the Commission 1 2 will have challenges and issues with respect to balancing the secrecy and the transparency during its work. However, we do 3 believe that you will have to insist and constantly have in 4 mind that you need to maximise transparency, and not only in 5 6 the final report, but also as the hearings go along. And why? Why? Because the work of the 7 Commission, the hearings it will have, will give a fuller 8 picture of the Canadian public as to what happened with 9 foreign interference in our elections. 10 And the Supreme Court really said it well, 11 and it's a bit long, I'll fit in my five minutes, but I want 12 13 to read you extract from Westray. Westray is a Supreme Court decision, an accident in a mine, and there was a public 14 inquiry, and the Supreme Court said this about the importance 15 of a public commission: 16 "One of the primary functions of 17 public inquiries is fact-finding. 18 19 They are often convened, in the wake of public shock, horror, 20 21 disillusionment, or scepticism, in 22 order to uncover 'the truth'. 23 Later on: 24 "In times of public questioning[s], 25 stress and concern they provide the 26 means for Canadians to be apprised of the conditions pertaining to a 27 worrisome community problem and to be 28

84

a part of the recommendations that 1 2 are aimed at resolving the problem. 3 Both the status and high public respect for the commissioner and the 4 open and public nature of the 5 6 hearing[s] help to restore public confidence not only in the 7 institution or situation investigated 8 9 but also in the process of government 10 as a whole. They are an excellent means of informing and educating 11 concerned members of the public." 12 13 And then it cites Justice Grange, who was 14 presiding an inquiry on the deaths of infants at the Toronto 15 Hospital for Sick Children. In the extract, the Supreme Court reproduces the following. "I remember", this is 16 17 Justice Grange: "I remember once thinking 18 19 egotistically that all the evidence, all the antics, had only one aim: to 20 21 convince the commissioner who, after 22 all, eventually wrote the report. But I soon discovered my error. They 23 24 are not just inquiries; they are 25 public inquiries.... I realized that 26 there was another purpose to the inquiry just as important as one 27 28 man's solution to the mystery and

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1	that was to inform the public.
2	Merely presenting the evidence in
3	public, evidence which had hitherto
4	been given only in private, served
5	that purpose. The public has a
6	special interest, a right to know and
7	a right to form its opinion as it
8	goes along."

9 And I believe that this is most appropriate 10 for this Commission. Therefore, you will have to consist --11 constantly insist and challenge, I believe, in all due 12 respect, any government reflexes to keep information 13 confidential if this Commission believes there is no need for 14 secrecy.

You've heard Mr. Fadden say that there was 15 room to push. Panels, and in all fairness, Mr. Vigneault 16 yesterday, nuanced this, but all the other panels said that 17 there was a tendency of overclaiming and of protecting 18 19 information. Even Director Vigneault admitted, and we all know this, that in a document sometimes it's only one 20 21 sentence that is top secret but the whole document is 22 qualified top secret. I believe that the exercise of redacting will be very important. 23

And I was really happy to hear the minister this morning say that they would do the work, notwithstanding the letter, and more than that, that time would not be an excuse, I'm paraphrasing, we all have what we he said, but time would not be an excuse not to do that work.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Summaries will be important too. We saw that 1 2 20 years ago, in the Arar Inquiry, there was some difficulties with that. Again, all witnesses said that they 3 were committed to that, that they would cooperate, and that 4 they would do their utmost best to do those summaries. 5 Ι 6 think the Commission needs also to insist on that. In a nutshell, you need to hold them accountable. 7

8 The purpose of today, of not only today, but 9 of this week, I should say, was to make sure that we lay the ground as to what the Commission can expect. And I think it 10 was well done by the Commission and the panelists in the 11 testimonies we've heard, and everybody said that they would 12 13 strive and cooperate to do that. Now, in the coming weeks 14 and months, it will be the time to deliver. And the Commission, I believe, has all the groundwork to insist and 15 make sure they deliver. 16

We saw in the report, MC 2, Countering an 17 Evolving Threat, that the best defence against foreign 18 19 interference in our election, or foreign interference period is, and I quote, "equipping citizens with knowledge." Both 20 21 Director Vigneault, Mr. Rogers, and even to a certain extent 22 the minister this morning, said that this Commission was an excellent forum to achieve that. I urge the Commission and I 23 24 stress the Commission not to miss that opportunity and inform the public about foreign interference because they have to be 25 reassured and know what happens on a very important topic of 26 democracy in their country. 27

28

I will close by saying that we are here to

INTERNATIONAL REPORTING INC.

help. If the Commission wishes and thinks that we can, we'll
 be close, and we'll be at the disposal of Commission counsel
 and of course, you, Madam Commissioner.

4 COMMISSIONER HOGUE: Thank you very much,
5 M. Leblanc.
6 MR. CHRISTIAN LEBLANC: Thank you.
7 COMMISSIONER HOGUE: John Mather.

--- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR

9 MR. JOHN MATHER:

8

MR. JOHN MATHER: Thank you, Commissioner,
and good afternoon.

I'd like to begin by saying that the Centre for Free Expression endorses everything my friend for the Media Coalition said, and as has probably become apparent, we have similar views on these topics.

16 And thank you again also for the opportunity17 to participate in this phase of the Inquiry.

I won't talk to you too much about maximising transparency because you've heard a lot about it, but I do want to make a point that transparency -- the importance of transparency is not just about resilience and protecting Canadians, which is important, but that's not the only reason.

The public has a fundamental right to know if and how their elections were compromised, and if they were not compromised, what information is available to show that those allegations are not true or incorrect. The public has a right to know if foreign states have engaged in donation

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Mather)

kickback schemes or if Members of Parliament have acted 1 2 against the national interest. Mr. Leblanc has done me the favour of reading 3 for you from the Westray Mine case, and I think the 4 principles he stated are very important and should be top of 5 6 mind while you're considering these issues. Commissioner O'Connor in the Arar case 7 adopted that portion of the Westray Mine decision and noted 8 9 that: 10 "As important as the Commissioner's report is the process of public 11 exposure of the facts that allow the 12 13 public to make its own evaluation 14 over time." 15 And so the CFE encourages the Commission to make every effort it can to ensure that Canadians have the 16 necessary information so they, in addition to you, can 17 evaluate what happened. 18 19 Fulfilling the mandate of maximum transparency requires scrutiny. You've heard, again, enough 20 21 about the culture of overprotection. You've heard about the 22 Arar Commission. And scrutiny requires this Commission to challenge some of the notions that the government have put 23 forward. 24 25 You may ultimately agree with the government on some of those positions, but they must be submitted to 26 rigorous review. And three examples that immediately come to 27 mind of arguments we've heard this week, arguments that could 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

be used to further enable a culture of over-redaction or the arguments about the mosaic effect, that how a single piece of information on its own may be innocuous but may cause a greater problem when put together. That is an argument that may be valid but is open to abuse.

6 Similarly, the notion that open-source 7 intelligence can, in certain circumstances, be classified, 8 I'm sure the Commission can appreciate why a member of the 9 public may not fully understand that something -- why 10 something posted on social media could not be disclosed or 11 discussed in this Commission.

And the final example is this notion that the advent of artificial intelligence somehow leads to a result where we are getting less transparency from the government because of the capabilities of foreign states to aggregate and process information.

Again, you may ultimately agree with some or
all of those submissions, but they need to be rigorously
considered.

And to this point, I'd like to add that it's 20 -- not only must this Commission push back, as Mr. Fadden 21 22 would say, but it must also demonstrate to the public that it has pushed back or that it was satisfied there was no need to 23 24 push back. It's important for this Commission, for the government and for the public that Canadians trust this 25 process and that means knowing about this process. 26 And as we said in our opening submissions, we acknowledge that this 27 28 week was an important step in that.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Mather)

Despite the Commission's efforts, the 1 2 Commission may not succeed in having the government disclose 3 all that the Commission believes ought to be disclosed. And when that occurs, the Commission should be loud and clear 4 about that to the extent they can. But it may be the case 5 6 they can't give all the details why the Commission's dissatisfied, but they certainly can express that 7 dissatisfaction. 8

9 And similarly, the Commission should also explain when it agrees with the Government of Canada and it 10 agrees why information should not be made available, and do 11 so to the best it can in an intelligible way. And that is 12 13 not a commentary on the Commission today. That is a 14 commentary on generally issues of national security confidentiality when they are described to the public are 15 often in vague and difficult-to-understand terms and the 16 Commission should try as best it can to explain how it can 17 why certain information isn't available. 18

19 We'll provide more detailed information in our written submissions about suggestions going forward, but 20 21 the Centre for Free Expression would like to point out now 22 that it would like the Commission to seriously consider 23 appointing some form of openness advocate and both on the legal perspective and, as Mr. Fadden suggested, from the 24 perspective of an expert, perhaps a retired official or 25 someone who can challenge the factual underpinnings or the 26 expertise if necessary. 27

28

I'll briefly say before making a concluding

INTERNATIONAL REPORTING INC.

remark, in making this submission, the CFE is not suggesting 1 that your team isn't capable, doesn't have the expertise or 2 is not independent to do that. They are all of those things. 3 But having a separate voice in the room will add credibility 4 to the process and if, ultimately, the Commissioner, you find 5 6 yourself at a point of disagreement with the Government of Canada about what ought to be disclosed, having a second set 7 of independent eyes may assist you if that occurs. 8

9 And I think no one in this room wants you to
10 be in disagreement with the Government of Canada and, for
11 now, we will accept that that is the intention of the
12 Government of Canada, but you cannot discount the possibility
13 that that will occur.

And very briefly, my final comment is for the 14 Government of Canada, which is, the senior officials and the 15 Minister who testified this week did say the right things in 16 terms of their commitments to working through this process, 17 but they will ultimately be judged by those actions and it is 18 19 incumbent on the government in calling a public inquiry and a public process to do everything it can to make sure it is 20 public less it risks undermining the very process it put in 21 22 place.

23

24

25

Thank you.

COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

Hannah Taylor.

26 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR

- 27 MS. HANNAH TAYLOR:
- 28

MS. HANNAH TAYLOR: Commissioner,

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Taylor)

participants and fellow counsel, valued members of the media 1 2 and the public, we've heard that the Commission wishes to maximize transparency by making representations to the 3 government as to the public disclosure of classified 4 information, keeping in mind legislative restrictions. 5 And 6 we've heard from a number of experts and officials this week who are knowledgeable as to the potential complexities of 7 these restrictions, though we also heard that the 8 9 restrictions that the Commission and the government are dealing with aren't absolute. In fact, there are important 10 exceptions for the Commission to keep in mind when it comes 11 to its representations to the government. 12

For example, the Communication Security Establishment may disclose information relating to a Canadian or a person in Canada to any appropriate person if its disclosure may help prevent death or serious bodily harm under section 46(2) of the *Communication Security Establishment Act*.

We heard from Ms. Tayyeb that, based on her experience, the risk of bodily harm is also considered in a decision to disclose information if the person at risk is located outside of the country, and although not explicitly mentioned in the Act, the risk of serious mental harm would also be a factor considered.

25 So despite statutory limitations, there's 26 leeway for the Commission and the government to work with. 27 Indeed, that's why we've been meeting to discuss these issues 28 this week.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS **REPRÉSENTATIONS FNALES** (Taylor)

We've even heard that in some cases, 1 2 disclosure can fortify national security, particularly when it comes to the experiences of targeted communities and cyber 3 security risks. Ultimately, we heard that there's a balance 4 to strike between national security concerns and the public 5 6 interest in disclosure.

We were encouraged by Professor Michael 7 Nesbitt to turn to the Commission's Terms of Reference to 8 9 determine the principles that should underlie the Commission's understanding of the public interest. 10 At Section A(i)(C)(II) of the Commission's Terms of Reference, 11 the protection of members of diaspora especially vulnerable 12 13 to foreign interference is clearly made a priority.

14 The assertion that this should be treated as a priority has been echoed throughout the hearings this week. 15 The Coalition submits that the personal

16

17 security interests of diaspora communities targeted by foreign governments and entities as well as their ability to 18 19 take precautions to protect themselves must be treated as an essential aspect to the public interest in disclosure and, 20 21 therefore, an essential aspect of the required balance to be 22 struck by the Commission and the government.

The effects of foreign interference and 23 24 transnational repression on targeted members of diaspora communities are often severe. The methods used by foreign 25 entities that target diaspora in Canada have been known to 26 result in serious mental and physical harm up to and 27 including death, not only to individual targets, but their 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

loved ones living in Canada and abroad as well. And unless
 members of targeted communities know the threats they face,
 they cannot take precautions to adequately protect themselves
 or the people they love, work with or whose identities and
 beliefs they share, whether in Canada or abroad.

6 Expert Leah West spoke to the role the 7 Commission can play in making sure the public understands how 8 foreign interference affects targeted communities in order to 9 build resilience. We submit that the Commission has an 10 opportunity to contribute to greater awareness, resilience 11 and safety among diaspora communities targeted by foreign 12 interference and transnational repression.

13 The Commission can do this by urging the 14 government to make public information in its possession that 15 helps targeted communities understand the foreign interference threats they face so they can properly protect 16 themselves. By emphasizing this interest in its 17 representations, the Commission would be effectively doing 18 19 its part to find the proper balance between ensuring national security and protecting the public's interest in disclosure, 20 21 including the personal security interests of affected 22 diaspora as it works through its mandate.

We also note that foreign interference does not always take the same form. We ask the Commission to be alert to the variations in the forms of foreign interference that exist among communities and repressive foreign governments in its effort to prioritize the government -with the government disclosing information necessary to give

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Taylor)

diaspora communities the ability to take precautions. 1 2 As Minister LeBlanc explained this morning, the more information diaspora communities have about foreign 3 interference, the better these communities are able to 4 understand, detect and deter the threats they face. 5 6 Classified information in the government's possession that speaks to patterns of threatening conduct by 7 foreign entities against targeted communities, including 8 9 pressure on their associations abroad to participate in this conduct, should be made public to the extent possible, are 10 included to the extent possible in public summaries or in the 11 Commissioner's interim or final reports. We submit that, to 12 13 the extent possible, redactions should be lifted from 14 information that would alert diaspora in Canada that their community is a target or alert them to the nature of the 15 danger they face. This should be done to ensure that 16 17 community members can take the precautions they feel they must, to respond to the very real threat of transnational 18 19 repression in Canada. Thank you, Commissioner. 20 21 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 22 And the next one is Jon Doody representing the Ukrainian Canadian Congress. 23

24 <u>--- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR</u> 25 <u>MR. JON DOODY:</u>

26 MR. JON DOODY: Good afternoon, Commissioner
27 and colleagues. I'd like to start by thanking the Commission
28 for allowing the Ukrainian Canadian Congress to take part in

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 this week's hearings.

2 After this week's hearings, the public is hopefully in a better position to understand the difficult 3 challenges faced by this Commission. Throughout this week, 4 we have heard much about the tension between transparency, 5 6 especially when it relates to attacks on our democratic institutions, and the need for secrecy surrounding issues of 7 national security. This tension is going to permeate this 8 9 Commission's work. As we have heard, while there is no easy solution, we've heard repeatedly that the government of 10 Canada is committed to working with the Commission to meet 11 their mandate. 12

We've heard this week that despite any redactions that may be applied to the publicly released documents, the Commission has access to all the documents in unredacted form. While this is obviously reassuring to know, there is a big difference between the Commission having access to information and the public having access.

19 This is a public inquiry, designed to inform the public about these issues, which impact every Canadian in 20 21 this country. The public nature of this inquiry must exist 22 in more than just name. The public must be provided with as much information as possible. The UCC would urge this 23 24 Commission to press the government to carry through with their commitments that we've heard throughout this week, to 25 work with the Commission, and to push for disclosure as much 26 information as possible. 27

28

The public must be satisfied that the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Doody)

Commission took all efforts to ensure that the public is provided with as much of the information as is possible under the law, because as we heard, the best defence against foreign interference is an educated and informed public. The ability for the public in Canada to be informed and educated rests with this Commission, and that is a responsibility that I have no doubt this Commission will take seriously.

8 With respect to the in-camera hearings that 9 will occur at some point during this inquiry, the UCC would urge the Commission to devise the means by which the 10 participants can actively take part and participate. Whether 11 that is by way of amicus, or some other solution, it is 12 13 imperative that the participants have the ability to 14 meaningfully take part in the entire process, including incamera hearings. The Commission must strive to include the 15 participants as much as possible in order to keep the public 16 involved in this public inquiry. 17

I only would ask the Commission to consider 18 19 the impact of foreign interference on all members of the public, while ensuring to pay attention to targeted 20 21 communities as they are often the most impacted by foreign 22 interference. The Ukrainian Canadian Congress looks forward to working with the Commission throughout this hearing. 23 24 Thank you, Commissioner. 25 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Maitre Sirois. 26 --- CROSS-EXAMINATION BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR 27

28 MR. GUILLAUME SIROIS:

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Sirois)

MR. GUILLAUME SIROIS: Commissaire Hogue,
 merci de permettre au RCDA de participer aux audiences de
 cette semaine.

We gathered this week to discuss a matter of 4 utmost importance, what information should be disclosed to 5 6 the public in the context of this inquiry. These discussions highlighted, one, the disproportionate impact of foreign 7 interference on diaspora communities; two, the pivotal role 8 of these communities' interests in the disclosure of 9 sensitive information; and, three, the critical importance of 10 these considerations to fulfil the Commission's mandate. 11

12 The diaspora communities, while integral to 13 the rich tapestry of our nation, often find themselves in a -14 - often find themselves uniquely vulnerable to foreign 15 interference. As acknowledged by CSIS Director David 16 Vigneault yesterday, this is not just a matter of external 17 influence, but a direct attack on their civil liberties and 18 freedom.

19 It is clearly unfortunate that no members of the diaspora were invited to speak on these issues this week. 20 21 Nevertheless, evidence presented this week has still revealed 22 that foreign powers disproportionately target members of the diaspora communities through threats, manipulation and 23 These actions not only undermine the individual 24 coercion. freedoms of diaspora members, but also create an endless 25 fear, fear and mistrust within these communities. 26 Such interference is a blatant violation of Canadian human rights, 27 values, and principles. It infringes upon their rights to 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Sirois)

free speech, security, liberty, and political participation.
It also infringes upon the right to equality, which provides
that members of the diaspora are equally deserving of
concern, respect, and consideration as the rest of the
Canadian society. These rights are the cornerstone of any
democratic society.

While the state has a legitimate interest in 7 safeguarding national security, this interest must be 8 9 carefully balanced with the rights and interests to the public, and most importantly, the rights and interests of the 10 diaspora. Sometimes the information is so important for the 11 public interest that the balance will favour disclosure of 12 13 the information, notwithstanding any impact on national 14 security.

Regarding this week, which was supposed to be 15 about fostering transparency and enhancing public awareness 16 and understanding, not only no members of the diaspora were 17 invited to provide evidence, but the government's explanation 18 19 for redacting information does not even mention this balancing exercise or even the public interest in disclosing 20 21 information. This is appalling. It may be true that 22 sometimes secrecy allows agencies to protect national security more effectively, but as CSIS Director David 23 Vigneault recognized yesterday, accountability and 24 transparency also serve this exact same purpose. 25 Further, transparency empowers diaspora 26

27 communities, enabling them to personally understand, weigh
28 and respond to the threat posed by foreign interference and

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Sirois)

engage in democratic processes more securely and informatively.

3 Our legal system has consistently emphasized the necessity of transparency and accountability in legal 4 proceedings, especially when civil liberties are at stake. 5 6 Past public inquiries have also stressed the importance of having a transparent and open process to educate the public 7 about the events leading up to a shocking societal problem, 8 9 and there are a few more shocking societal problems than the allegations at the heart of the present inquiry. 10

Members of the diaspora communities moved to 11 Canada seeking sanctuary. If they had been given an 12 13 opportunity to be heard this week, they could have told the 14 Commission that free and fair elections are the bedrock of our democracy. They could have shared their firsthand 15 experience with the fragility of this process and the public 16 trust in this process. Could have explained that foreign 17 interference in our democratic processes not only undermines 18 19 the integrity of our elections, but also erodes their trust in the democratic process. The diaspora communities have 20 21 intimate knowledge of how this loss of trust can lead to 22 dramatic consequences.

You have heard from my colleagues that the
general public has a significant interest in accessing
information in the context of this inquiry. The interest of
the diaspora in accessing this information is only that more
important.

28

In conclusion, Commissioner Hogue, this

INTERNATIONAL REPORTING INC.

inquiry presents a crucial opportunity not only to reaffirm, 1 2 but also solidify Canada's commitment to the principles of democracy, transparency, and the protection of civil 3 liberties. The way to seize that opportunity is to ensure 4 maximum transparency, which starts by seriously taking into 5 consideration the interest of the segment of the population 6 that is most affected by foreign interference, the diaspora 7 communities. 8 The integrity of our democratic processes and the trust of Canadians depend on it. Merci. 9 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 10 MS. ERIN DANN: Commissioner? This is Erin 11 12 Dann speaking. 13 COMMISSIONER HOGUE: Sorry, I wasn't clear. 14 MS. ERIN DANN: Apologies. Just as the participants are presenting their closing submissions, a 15 reminder from our interpreters to please attempt to speak 16 slowly. As you're reading particularly prepared remarks, 17 there can be a tendency to speed up the pace. 18 19 COMMISSIONER HOGUE: And if need be, I'll add one minute of the five minutes you asked, so don't speed up 20 just for that. Thank you. 21 22 So the next one is Luc Boucher. Maitre 23 Boucher pour le Commissaire aux élections fédérales. --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR 24 M. LUC BOUCHER: 25 MR. LUC BOUCHER: Bon après-midi, Madame la 26 27 commissaire, chers collègues. 28 Je me présente, Me Luc Boucher, je représente
CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Boucher)

les intérêts du Bureau de la commissaire aux élections
 fédérales devant cette Commission.

D'entrée de jeu, le Bureau de la commissaire 3 aux élections fédérales tient à vous remercier, Madame la 4 Commissaire - et je vais ralentir parce que je me rends 5 6 compte qu'en lisant, ça va trop vite -, ainsi que l'équipe des avocats de la Commission d'avoir pris le temps d'exposer 7 d'importants enjeux liés à la divulgation dans la sphère 8 publique d'informations confidentielles et des impacts 9 potentiels liés à une divulgation impropre, inappropriée de 10 ces informations. 11

Nous prenons note des suggestions d'outils
disponibles au corps d'enquête, par exemple l'utilisation de
résumés afin de pallier cet obstacle et ainsi optimiser
l'accessibilité du public à l'information.

16 Nous saisissons l'opportunité que vous nous
17 offrez aujourd'hui pour exposer ce qui suit.

Le Bureau de la commissaire aux élections fédérales est un organisme indépendant et impartial qui est créé et régi par la *Loi électorale du Canada*. La commissaire en poste, madame Caroline Simard, est chargée, entre autres choses, de veiller à l'observation et au contrôle de la Loi électorale du Canada.

Dans l'exercice de cette charge, la
commissaire mène des enquêtes relativement à des
contraventions possibles à la Loi et le fruit de ces enquêtes
peut résulter en dépôt d'accusations pénales, de conclusions
de transactions mieux connues sous « compliance agreements »,

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Boucher)

des procès-verbaux prévoyant des sanctions administratives
 pécuniaires, ou encore un engagement de la personne qui est
 visée par l'enquête.

Mais qui dit enquête parle nécessairement de
cueillette d'informations et dont les sources, les méthodes
d'obtention, voire même l'information obtenue elle-même
peuvent être confidentielles et pour différents facteurs
justifiant cette confidentialité.

9 En sus des principes généraux de confidentialité des renseignements discutés cette semaine, la 10 confidentialité des renseignements recueillis lors de 11 l'enquête de la commissaire est régie aussi par la Loi 12 13 électorale du Canada. Cette Loi contient des dispositions en 14 matière de confidentialité qui interdisent la commissaire et son équipe de partager les détails liés au travail d'enquête 15 mené par eux. 16

Cette interdiction de communication inclut 17 spécifiquement des informations qui révèlent ou à partir 18 19 desquelles on pourrait en déduire le nom du plaignant, des témoins, ainsi que de la personne dont la conduite fait 20 l'objet de l'enquête. Ce devoir de confidentialité est 21 22 justifié par divers facteurs, notamment la protection des 23 sources, le devoir de ne pas nuire à une enquête en cours, mais il existe un facteur particulier justifiant ce devoir de 24 confidentialité et particulièrement applicable aux enquêtes 25 de la commissaire et qu'on ne peut ignorer dans l'instance : 26 la partisanerie. 27

28

En effet, de permettre la divulgation dans la

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Boucher)

sphère publique d'une simple allégation à la commissaire dont 1 2 le fondement n'a pu être vérifié dument et minutieusement par une enquête complète non seulement peut mettre en péril une 3 enquête en cours, mais elle a le potentiel d'entacher la 4 réputation et la carrière de celle-ci. Agir ainsi 5 6 transformerait le Bureau de la commissaire en un véhicule propice à être utilisé à des fins partisanes, ce qui est 7 contraire au mandat et objectif de la commissaire. 8

Conséquemment, ce devoir de confidentialité 9 ne peut être levé que dans certaines circonstances limitées 10 et identifiées à la Loi électorale du Canada, et c'est dans 11 le cadre de ces principes généraux et de ceux discutés par la 12 13 Loi électorale du Canada que le Bureau de la... dictés, c'està-dire, par la *Loi électorale du Canada* que le Bureau de la 14 commissaire aux élections fédérales collabore et collaborera 15 avec cette Commission afin de faciliter son déroulement avec 16 toute la transparence possible. 17

18COMMISSAIRE HOGUE: Merci, Maitre Boucher.19Mark Polley. Representing Mr. Dong.

20 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR

21 MR. MARK POLLEY:

MR. MARK POLLEY: Yes. Good afternoon,
Commissioner. Thank you for this opportunity to address you
on behalf of Mr. Dong at this early stage in the proceedings.
I want to start, and as you know, Mr. Dong is
the Member of Parliament for Don Valley North. And I want to
start with a theme that came up this week that is important

28 from our point of view on behalf of Mr. Dong, and for all of

INTERNATIONAL REPORTING INC.

us in this part of this process, and that was the theme that I'll put it in the words of Professor Leah West, who said, "leaked information, just because it is leaked information, does not mean it is true information." And we've heard that theme repeated this week. We've heard it in lots of other places as well.

7 And leaked information and stories are the 8 reason to some extent that we're here. They have triggered 9 this Commission, and very personally for Mr. Dong, they 10 explain why he is here represented individually. As you 11 know, he was the subject of a story related to foreign 12 interference that turns out to be wrong.

And it's -- I'll come back to that story, but it's a helpful context, of course, that we have heard this week in the balance between two things: on the one hand that need for secrecy, and on the other, that this Commission has and the importance for this Commission of transparency. And I can tell you, we join the chorus of all the other parties asking for transparency, urging you to push for it.

And the reason for that is, as I say, very 20 21 personal for Mr. Dong. It is important, it's also, I'd go so 22 far as to say urgent, and the reason is because, let me start with Mr. Dong himself, he has had a career that has been 23 24 derailed by what has happened and he has a life that's derailed as well. And he is someone who has spent his life 25 in public service, his adult life in public service here in 26 He has worked for representative elect officials, 27 Canada. elected officials. He, himself, has been an elected 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 official.

And he's here through us, participating in part focussed on repairing that damage, the damage done to that life and career, and to help and to be a part of helping you in your mission.

6 So there is Mr. Dong. There's the diaspora 7 community, which for Mr. Dong, as you know, one of very few 8 Members of Parliament who have -- are of Chinese descent and 9 who immigrated to Canada. The stories surrounding him create 10 a cloud of distrust and a question of loyalty around that 11 community.

There are volunteers, as everyone here knows, 12 13 who work on campaigns. There are people who worked very hard 14 on the campaign for Mr. Dong and others. There are people who worked on his campaign who take pride in their work in 15 making sure that those rules we heard from Mr. --16 17 Minister LeBlanc, making sure that those rules are followed, making sure that election finance rules are followed, that 18 19 everything is checked and the campaign is run well and smoothly. And those people are, of course, affected by 20 21 stories like the ones that affected Mr. Dong.

There is also Mr. Dong's family. He -- as you can imagine, stories like this don't just affect him. When he gets threats, that also affects his family, and they too are impacted by all of this.

And perhaps most importantly for the work of this Commission, there are his constituents, and the voters generally. And those people have had their choices, their

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Polley)

1 ballots called into question by this.

2 And so all of this really is why I say Mr. Dong stands entirely behind this push for transparency; to 3 help cure this, to help repair the damage that has been done. 4 And I say that knowing the challenges that has been raised, 5 6 and one of those challenges of course is time. It surely is one of the most difficult things that you and Commission 7 staff are facing, is how to do this, how to achieve 8 9 transparency, how to achieve the depth of investigation necessary in the time allotted. So I recognize that, and 10 still push to say that we still urge you, like other parties, 11 to push forward, and that we, on behalf of Mr. Dong, of 12 13 course, will participate and assist.

14 And the last point I wanted to touch on is an unusual circumstance in which this Commission's work arises, 15 and that is Mr. David Johnston having done a report on this 16 area. And that, as you know, like you, Commissioner, Mr. 17 Johnston was able to look at documents, to review documents, 18 19 unredacted documents; he was able to get clearance. And very importantly, what we saw from his review of the documents, 20 21 two conclusions I will point out, one was there are no --22 there's no reason to question the results of the 2019 and 2021 elections. And second, with respect to another 23 24 allegation much more specific to Mr. Dong; he found it was simply false. 25

And so that I've -- in talking about Mr. Dong, that represents the sum of the damage that is done by the situation we're in which to some extent connects to this

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Polley)

issue of a lack of transparency. So there is a climate 1 2 created of fear, of suspicion, and sometimes that leads to stories that are not true. And I say that without expressing 3 any doubt on the importance of these issues. Mr. Dong, and 4 we on his behalf, absolutely stand behind the importance of 5 this Commission uncovering attempts to interfere with our 6 democratic institutions, absolutely. But at the end of the 7 day ---8

9 COMMISSIONER HOGUE: You'll have to -- you'll
10 have to conclude.

11

12

MR. MARK POLLEY: Thank you.

At the end of the day -- I will,

Commissioner. At the end of the day, we agree, of course, that sunlight is the best disinfectant, and we urge you to reach definitive conclusions to the extent there cannot be that transparency. That's why, as you know Mr. Dong voted for a public inquiry in the House, and why, again, we will do everything we can to cooperate and help you achieve your mandate through transparency.

20 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
 21 MR. MARK POLLEY: Thank you.
 22 COMMISSIONER HOGUE: Your turn, Maître van
 23 Ert. I think for Michael Chong.

24 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES

25 MR. GIB van ERT :

26 MR. van ERT: Madam Commissioner, at the very
27 outset of this week's hearings on Monday, you said some
28 Members of Parliament have publicly asserted that they

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (van Ert)

themselves have been the target of foreign interference, and that they were not notified about it in good time by Canadian authorities. My client was very heartened to hear you emphasize this aspect of your work from the start of this Commission.

6 Now, the hearings this week are, of course, 7 directed at something else; the challenge of balancing the 8 undoubted need for national security confidentiality, with 9 our growing appreciation of a concurrent need, which is to 10 increase our country's resilience to foreign interference 11 through some measure of transparency and public awareness.

In their evidence, the experts and witnesses 12 13 you've heard have made clear that the protection of Canada 14 from interference by our adversaries requires constant vigilance, constant vigilance by our elected officials and 15 our public servants. Mr. Chong came into these hearings with 16 profound respect for the work our national security agencies 17 do to keep this country safe, and to live up to the promises 18 we have made to our allies. The evidence we've heard so far 19 reaffirms Mr. Chong's confidence in our national security 20 21 protections.

But something has clearly gone wrong. Despite the expertise and dedication of our national security community, Mr. Chong and his family have been exposed to threats of coercion by PRC officials and agents operating in this country. Other MPs have also been targets, and almost all of what we know of these events has come, not from awareness raising sessions, like the one we've had this week,

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (van Ert)

or from statements by Cabinet Ministers or from briefing of
 MPs by officials or from testimony at Parliamentary hearings,
 instead almost all of what we know so far comes from
 newspaper reports based on sources in the intelligence
 community.

6 So this Commission is an opportunity for the Canadian public to understand the true extent of foreign 7 interference in this country; and I emphasize for the 8 9 Canadian public to understand and learn. It won't be enough, Commissioner, for you and your counsel to learn what has gone 10 wrong and to write it up in some confidential annex that most 11 people will never see, because it is for the public; the 12 13 public has the ultimate responsibility in our democracy to 14 judge political decisions taken by the Ministry.

15 Mr. Chong fully appreciates that much of the work that you must do will necessarily take place behind 16 closed doors; he appreciates that. But we ask that you 17 always bear in mind the purpose of national security 18 19 confidentiality, and you know it well, it's to protect national security sources, methods, and information from 20 disclosure which could be harmful to Canada. But not to 21 22 protect the Ministry or elected officials from scrutiny of their handling of the national security file. 23

Whether the government has failed to protect Mr. Chong and his family, or other MPs, or diaspora communities across this country, those are questions this Commission can explore here, in public, by calling witnesses and demanding documents and making findings.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (van Ert)

The witnesses before you this week have 1 2 warned against the practice of overclaiming that can creep into our national security culture. Mr. Fadden pointedly 3 observed that this country is less transparent about national 4 security matters than our American, British, and Australian 5 6 allies. That should give you pause. If I may put it a little broadly, Madame la 7 Commissaire, « il ne faut pas être plus catholique que le 8 9 pape ». Throughout the coming hearings, Canada can be 10 expected to resist disclosure, to resist discussion, to 11 resist determinations. And sometimes they'll just be doing 12 13 their job. As I've said, we acknowledge that this is 14 difficult work, and there are confidences that have to be protected. But when you hear Canada make those submissions, 15 we ask, Commissioner, that each time you be asking yourself, 16 "Is this truly needed to protect national security, or am I 17 being asked to protect something else?" 18 19 Thank you. COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 20 21 Mr. Choudhry, acting for Jenny Kwan. 22 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES 23 MR. SUJIT CHOUDHRY: 24 MR. SUJIT CHOUDHRY: Commissioner, MP Kwan thanks you again for granting her standing. She thanks you 25 for your public service in taking on this enormous, and I'm 26

28 forward to assisting you in whatever way possible.

27

INTERNATIONAL REPORTING INC.

sure what at times will be a thankless task; and looks

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Choudhry)

In addressing how to balance national
 security with public transparency, there are five issues we
 believe you should consider.

First, we are here because of explosive 4 allegations that strike at the heart of the integrity of 5 6 Canada's parliamentary democracy. These allegations are known to everyone in this room, and I will not repeat them. 7 What I will say is that these allegations provide the 8 9 necessary context within which the Commission must balance national security with public transparency. It is also known 10 that MP Kwan, MP Chong, and former MP O'Toole were all 11 targets of foreign interference, and they were unaware that 12 13 they were targets until May of 2023.

14 These matters could not be more serious. 15 Their importance transcends the outcome of the vote in any riding, or for that matter, the seat count in the House. 16 They strike at three pillars of the Canadian constitutional 17 order: political freedom, free from repression, 18 19 parliamentary democracy, and competitive multi-party politics. Because of the subject matter of this inquiry, 20 21 maximum public transparency is imperative.

22 Second, maximum public transparency is 23 imperative because of the process that preceded this one. 24 Commissioner, as you know, this inquiry was created in the 25 wake of the controversy over the Independent Special 26 Rapporteur's report. With the deepest and greatest respect 27 for the Special Rapporteur, it must be acknowledged that that 28 process was a failure. One reason that process failed is the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

issue of transparency. That process by its very design was not transparent and the Special Rapporteur opposed the creation of a public inquiry that would have brought better transparency.

5 The House of Commons, the opposition parties, 6 and Canada's diasporas took the view that transparency was 7 essential, not optional. The Commission must learn from the 8 experience of the Special Rapporteur and not make the same 9 mistake, no matter how challenging that task will be.

10 Third, Canada's diasporas have insisted upon 11 maximum transparency. There is a consensus that Canada's 12 diasporas are disproportionately at risk from transnational 13 repression. They have consistently called for a public 14 inquiry because they fear that repression. Ms. Kwan is 15 particularly aware of these fears in the Chinese diaspora.

16 The fear of transnational repression has 17 undermined diaspora's trust in the integrity of Canada's 18 constitutional democracy. They look to this Commission to 19 provide a roadmap to parliament and the government for how to 20 restore their trust, so that they can participate fully in 21 Canadian political life without fear.

22 Constitutional democracy ultimately rests on 23 public trust. Free and fair elections create a virtuous 24 cycle that reinforces that trust. A lack of confidence in 25 the integrity of electoral democracy can create a vicious 26 cycle that undermines trust. Trust in democracy is fragile. 27 As we can see across the world, once lost, public trust in 28 democracy is very hard to restore. It should never be taken

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Choudhry)

for granted and is a very precious thing. Canada is not
 immune from this risk.

3 Fourth, history teaches us that governments overclaim national security. This week we have spoken 4 frequently about the Justice O'Connor's report in the Arar 5 6 Inquiry. The context was very different, but the tension between public transparency and national security 7 confidentiality was the same. Justice O'Connor sharply 8 9 criticized the government for overclaiming national security. Had the government taken a different course, the public 10 hearings would have been more forthcoming. 11

12 While history does not repeat itself, 13 Commissioner Hogue, it rhymes. The risk of overclaiming 14 still exists. The Commission must be alert to this risk 15 because precisely because of what happened in the Arar 16 Inquiry.

17 Fifth and finally, a public inquiry can be 18 much more creative procedurally than a court. The Arar 19 Inquiry's use of an amicus curae was a pioneering Canadian 20 procedural innovation. This was the first time an amicus was 21 used in a national security context in an in-camera *ex parte* 22 proceeding. It has since become a central part of Canadian 23 public law practice.

This Commission should also be procedurally innovative and bold. Just as this Commission should be transparent as possible, it should broaden the scope for participation to the greatest extent possible. The assumption this week is that there are two options, full

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Choudhry)

public hearings or in parte ex camera [sic] hearings with 1 2 Commission counsel and the government. We would urge you, Commissioner, to consider intermediate options. The nature 3 of the direct and substantial interest of a party might be 4 the basis for the Commissioner to give it some participatory 5 6 rights in some of its hearings. Thank you. 7 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. 8 I think we are now going on Zoom. Michael 9 Wilson acting for the Conservative Party. --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR 10 MR. MICHAEL WILSON: 11 12 MR. MICHAEL WILSON: Good afternoon, 13 Commissioner. My name is Michael Wilson. 14 COMMISSIONER HOGUE: Oh, you have to turn down your mic or we have to do it. I'm not sure. Is it 15 controlled from here or ---16 MR. MICHAEL WILSON: 17 Good afternoon, Commissioner. Can you hear me now? 18 19 COMMISSIONER HOGUE: Oh, okay. MR. MICHAEL WILSON: Excellent. My name is 20 Michael Wilson, and I am legal counsel to the Conservative 21 22 Party of Canada. I intend to be brief as you've already 23 heard from many parties this morning advocating for the need 24 for a transparent and open process, including the thoughtful submissions of Mr. Mather, the Centre for Free Expression. 25 We agree with much of those submissions. And I do want to 26 emphasize what former Commissioner -- or CSIS Director 27 Richard Fadden said on Wednesday, and I quote, "In a 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1	democracy, absent clear constitutional or legal direction to
2	the contrary, openness and transparency is the default."
3	It is against that default that our courts
4	have recognized that the government must be required to
5	demonstrate any alleged injury to national security through
6	the disclosure of information is not only possible, but
7	probable. And it's that default and that standard that we
8	submit the Commission should keep in mind and should employ
9	in scrutinizing and testing claims of national security
10	confidentiality made by the government in this process.
11	Thank you. Those are our submissions.
12	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
13	Next one is Thomas Jarmyn I think also on
14	Zoom.
15	CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR
15 16	CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR MR. THOMAS JARMYN:
16	MR. THOMAS JARMYN:
16 17	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner.
16 17 18	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the
16 17 18 19	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you
16 17 18 19 20	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work.
16 17 18 19 20 21	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work. Foreign interference is an issue he's
16 17 18 19 20 21 22	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work. Foreign interference is an issue he's followed closely during his years in public life, and this
16 17 18 19 20 21 22 23	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work. Foreign interference is an issue he's followed closely during his years in public life, and this process is an opportunity to improve our collective
16 17 18 19 20 21 22 23 24	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work. Foreign interference is an issue he's followed closely during his years in public life, and this process is an opportunity to improve our collective understanding of these activities and to build trust in our
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25	MR. THOMAS JARMYN: MR. THOMAS JARMYN: Thank you, Commissioner. Mr. O'Toole would like to thank you for the opportunity to speak here in this process and to thank you for your and your staff for your ongoing work. Foreign interference is an issue he's followed closely during his years in public life, and this process is an opportunity to improve our collective understanding of these activities and to build trust in our institutions and our parliamentary democracy.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Jarmyn)

1 countries to bend the trajectory of our democratic discourse.
2 The question this week is, where do we strike the balance
3 between transparency and national security, both of which are
4 in the public interest. And in striking that balance, I
5 think the Professor West concept of deep secrets and shallow
6 secrets is a helpful one.

Details of operations and actions taken by 7 security agencies and what they found out fall into this 8 9 category of deep secrets. It's very possible this information can't be made publicly available without 10 compromising methods, sources, or, in fact, given the recency 11 of the events before the Commission, even ongoing operations. 12 13 It's not the raw detail though that's important. It's the 14 advice and conclusions that are generated as a result of those operations. 15

16 So we would suggest, with respect to the operations, the use of summaries, statements of conclusion, 17 after the Commission's reviewed the entirety of the file to 18 19 validate it, can be helpful in allowing Canadians to understand what was happening. But it's in the second --20 21 it's in the shallow secrets that we suggest the default 22 should be to transparency and disclosure. And that is what 23 do internal actors in government, and I mean government writ large, including the various infrastructure of elections, do 24 with that information and how are they structured to respond 25 to it. Questions like was the site task force or collecting 26 intelligence with respect to these matters, was its mandate 27 28 broad enough? Did it have the ability to meet the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Jarmyn)

intelligence to evidence challenge to allow it to pass 1 information to Commissioner of Elections Canada. What about 2 the Critical Election Incident Committee? What did it do if 3 it received information that it found outside its very 4 limited mandate of the five-week period or activities that 5 6 weren't covered by another piece of legislation? Did the focus on the five-week writ period really limit the ability 7 8 of either of those bodies to respond to the threats to our 9 ongoing democratic process when this threat is one that has spanned years? 10

11 There is evidence before Parliament that our 12 -- in 2021, a request from CSIS for a warrant authorisation 13 sat without action for months. Why did that happen, and what 14 were the consequences of that? Questions like these are most 15 shallow secrets, and they ensure -- to ensure public 16 confidence the evidence around their answer deserves maximum 17 transparency.

So Mr. O'Toole submits that an approach to 18 19 classification that relies upon summary, providing statements of conclusion with respect to raw intelligence in operations, 20 21 while releasing, with minimal or no redaction, information, 22 or documents regarding how government responded to that --23 the advice stemming from those operations, is the best service the Commission could do to both Canada and our 24 democratic process. 25

26 Thank you very much for the time to speak.
27 COMMISSIONER HOGUE: Thank you, Mr. Jarmyn.
28 Next one is Mrs. Wilson representing the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

1 Churchill Society.

2 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR

3 MS. MALLIHA WILSON:

28

4 MS. MALLIHA WILSON: Thank you, Commissioner,
5 for this opportunity. It's very much appreciated.

I act for the Churchill Society for the
Advancement of Parliamentary Democracy, and as in the name,
it's obvious that we are interested in the advancement of
democratic principles.

I'm going to focus on two issues that have
been raised this week. One is the balancing of public
interest in the disclosure of information versus the
protection of national security; and the second one is the
techniques, such as redaction, summaries, *in-camera* hearings,
that will be used by the Commission in order to achieve this
balance.

And you know, there's one benefit in going
towards the end was that what I want to say has been said,
but I'm going to drill a bit deeper.

The Arar Commission, I think it was a good 20 bird's eye view of the challenges that can exist in dealing 21 22 with this kind of issue and all the attempts that were made 23 to obtaining information from the government. And it would 24 be naïve to think that much has changed in government, and a government that has been jealously guarding its information 25 is all of a sudden going to be very cooperative in this 26 27 front.

And this does not come from any, I think, ill

INTERNATIONAL REPORTING INC.

motive, it's just that it's an honestly held belief to do your -- that to do your job well, you have to guard this information. And the public interest, on the other hand, may have changed or tilted to make this -- in the public interest to release more information.

6 And in that regard, I urge the Commission to do what Justice O'Connor did and appoint an *amicus* because 7 the role of Commission counsel is very different from the 8 9 kind of role that Mr. Ron Atkey played as amicus for the O'Connor Inquiry. And it was much more of an adversarial 10 push and pull kind of role, and I think it was necessary 11 then, and this is a suggestion only, it may well be necessary 12 13 now, and it's something to be kept in mind.

14 The Society also suggests that there be a 15 transparency in its proceedings, as well as the methods it 16 uses to get document production. Hence, one way is through 17 the *amicus*.

But this becomes much more important when we 18 19 think of the interest that various diaspora groups have in this hearing, and this is different from previous public 20 21 inquiry hearings, and this is a new element that judicial proceedings are having to deal with in a changing Canada. 22 23 And we urge the Commission to ensure to the greatest extent possible information related to credible threats be made 24 available to affected individuals in diaspora groups, and at 25 the same, we urge the Commission to ensure such disclosure of 26 confidential information not put these individuals and groups 27 in additional risk -- at additional risk. 28

INTERNATIONAL REPORTING INC.

Now, this is obviously a difficult task and requires a lot of expertise, but if you look at how again it was done in the Arar Inquiry in terms of the ascertaining what was information that should be disclosed and whether that was all of the information or not, a process of crossexamination was entered into to test the evidence and the parties.

The second part, though, I think where 8 Justice O'Connor had some trouble, was that length of time it 9 took to do all this. And a suggestion that the Society is 10 putting forward is for dispute -- is it strips dispute 11 resolution process, to have a summary dispute resolution 12 13 process, such as the appointment of a Federal Court judge, 14 just to deal with this Commission's disclosure issues on a summary basis so that you don't have to start a process at --15 from the beginning with all the timeframes and so on, but 16 it's a shortened timeframe and so on. So it be a summary 17 This has been used, I don't think in inquiries such process. 18 19 as this, but in other proceedings as well, where there needed to be speed in legal proceedings. 20

The Society also has concerns about *in-camera* hearings. It's a legal tool to use and is used frequently, but it should be balanced against the type of hearing that this is supposed to be. You've heard from others that it should be an open hearing, and to resort to *in-camera* hearings in the way it is proposed is problematic.

27 We urge the Commission to really go by the
28 spirit of the open court principle and -- because it builds

INTERNATIONAL REPORTING INC.

trust, the Supreme Court has spoken on this, and especially 1 given that we're dealing with diaspora groups and new 2 Canadians, and so on, it is very important. And the open 3 court principle can be used in a way that protects 4 confidentiality. There are many variations of the open court 5 6 principle. It doesn't mean that everybody hears everything all the time, but without having to resort to sort of the 7 8 criminal court type in-camera hearings.

9 Finally, we understand that foreign interference is an extremely complex area, and disinformation 10 and all that that entails, truth-seeking, chaotic ambiguity, 11 all these technological things are very hard. We appreciate 12 13 the difficult job that the Commission has and that you have, 14 Commissioner, but we are advocating for a speedy resolution of disclosure, an open court principle, and a full testing of 15 the evidence provided by the security services, and we would 16 be happy to help in any way we can. 17

Thank you very much.

19 COMMISSIONER HOGUE: Thank you, Mrs. Wilson.
 20 Next one is Daniel Stanton. Is he in the
 21 room, I think? Yes. Representing the Pillar Society.

22 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR

23 MR. DANIEL STANTON:

18

24 MR. DANIEL STANTON: Good afternoon,
25 Commissioner, esteemed colleagues.

The Pillar Society is impressed by the quality and openness of the expert panels we saw here this week, and their success in demystifying aspects of national

INTERNATIONAL REPORTING INC.

security work, particularly, the declassification challenge 1 2 we are faced with. Our colleague participants, expert panelists, 3 and the Commission understand the need to find that comfort 4 zone between unnecessarily jeopardising the sources and 5 6 methods of collecting intelligence and the reflexive tendency of the government to keep the lion's share of reporting 7 8 classified. 9 In an article published this week in Foreign Affairs Magazine, CIA Director William Burns talks at length 10 about: 11 "'Strategic declassification,' the 12 13 intentional public disclosure of 14 certain secrets to undercut rivals [like Russia,] and rally allies [like 15 Ukraine.]" 16 Let us look at our declassification exercise 17 as more than simply transparency for Canadians, but as an 18 19 effective tool to counter foreign interference from Canada's adversaries. We feel that strategic summaries of the 20 redacted reporting are perhaps the most effective tool to 21 22 strike that balance between maintaining national security and 23 educating Canadians about this comprehensive and persistent 24 national security threat. Raw reporting cannot and should not be declassified. It is intelligence. It is not 25 evidence, and it is open to a wide range of 26 27 misinterpretations. 28 While senates may question the integrity of

INTERNATIONAL REPORTING INC.

executive summaries, the Commission's mandate is not to win
 over the deep state aficionados. And considering the
 alternatives, as Winston Churchill once said, this may be as
 good as it gets.

We heard this week about third-party 5 6 reporting and the Five Eyes, which we are told are following these proceedings with rapt attention. The Five Eyes 7 alliance has withstood existential threats from Kim Philby to 8 9 Edward Snowden. It is a most resilient alliance of 12 intelligence agencies which we've worked very closely with 10 for many decades. The Five Eyes are not like the Eye of 11 Sauron, looking down at these proceedings with grave concern. 12 13 Foreign interference investigations are not counterespionage 14 operations, and for the most part, do not involve foreign intelligence service professionals. Knowing the nature of 15 foreign interference investigations in Canada, we doubt there 16 17 is much third-party information in the reporting. What is there may be corroborative, may be tangential to an 18 19 investigation, but any third party that is foundational to case building can easily be reviewed ex parte, or perhaps 20 21 excised from an executive summary. Thank you.

22

COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

23 Next one is Mr. Pozumka -- Poziomka, sorry,
24 for Democracy Watch. I think you're on Zoom.

25 --- CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALE PAR

26 MR. WADE POZIOMKA:

27 MR. WADE POZIOMKA: I am. Good afternoon,
28 Madam Commissioner, Commission counsel.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Poziomka)

1	COMMISSIONER HOGUE: Oh, it's all clear.
2	Okay.
3	MR. WADE POZIOMKO: Oh, can you hear me okay?
4	COMMISSIONER HOGUE: Yes, it's okay now.
5	MR. WADE POZIOMKO: Okay. Thank you. Good
6	afternoon, Madam Commissioner, Commission counsel and staff
7	and members of the public. My name is Wade Poziomko, and I'm
8	counsel for Democracy Watch. My submissions will be brief.
9	We've heard more than once now in this
10	Commission U.S. Supreme Court Justice Brandeis's statement
11	from his 1913 article in Harper's that said,
12	"Publicity is justly commended as a
13	remedy for social and industrial
14	diseases. Sunlight is said to be the
15	best of disinfectants; electric light
16	the most efficient policeman."
17	From what we've heard and seen in documents
18	disclosed this week, while the Commissioner and counsel have
19	been given the highest levels of security clearance and been
20	given unredacted versions of all CSIS and other national
21	security documents, some documents provided to the Commission
22	have redactions based on cabinet confidence. CSIS, the Privy
23	Council and cabinet have made it clear that the Commission
24	will face an ongoing challenge concerning what information it
25	will be allowed to even refer to, let alone make public
26	during its hearings and in its interim and final reports.
27	Democracy Watch is concerned that the
28	Commission might never acquire all of the information needed

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Poziomka)

to determine what information was provided to all government 1 institutions, including cabinet and government officials, 2 which includes the Prime Minister and cabinet ministers about 3 foreign interference activities from 2015 on, nor to 4 determine when each piece of information was provided to 5 6 these institutions, nor what decisions and actions these institutions and officials took after receiving each piece of 7 8 information.

9 As a result, given that the Commission has thus far been being denied access to complete versions of 10 some documents on the basis of cabinet confidence and the 11 risk that the Commission could possibly be denied the right 12 13 to shine a light on key information, Democracy Watch's 14 position is that the Commission may reluctantly have no choice but to consider in its report that it's unable to set 15 out conclusions concerning the facts as to what happened 16 since 2015, and instead make it clear that restrictions on 17 the information disclosed to the Commission and restrictions 18 19 on the information that the Commission can disclose to the public mean that the factual findings cannot be reached. We 20 21 hope that doesn't happen.

In response to a question that Democracy Watch filed a couple of days ago, we received confirmation today from the Commission that the Cabinet and Privy Council Office have provided the Commission with the redacted versions of some documents that were not provided to the Special Rapporteur last spring. And we have heard Minister LeBlanc say that the Commission is free to request that the

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Poziomka)

Cabinet and PCO provide unredacted versions of these cabinet 1 2 confidence redacted documents. We urge the Commission to request as soon as possible unredacted versions of these 3 cabinet confidence redacted documents, and also to request 4 that the Cabinet and PCO provide a written explanation to the 5 6 Commission of why the documents were provided to the Commission with redactions, and also why unredacted versions 7 8 of those documents were not made available to the Special 9 Rapporteur.

We also urge the Commission to make public 10 the Cabinet and PCO's response to those two questions as soon 11 as that response is received. It's important that the public 12 13 has an answer to those two questions, and the Commission 14 must, at the very least, be able to see unredacted versions of all documents from all government institutions and 15 officials in order for the Commission to be in a position in 16 which it can fulfil its mandate. 17

18 Thank you very much for the opportunity to19 make brief submissions, Madam Commissioner.

COMMISSIONER HOGUE: 20 Thank you. 21 Government of Canada, Mr. Brucker. Brucker? 22 MR. GREGORY TZEMENAKIS: My name? 23 **COMMISSIONER HOGUE:** Yes, Brucker? 24 MR. GREGORY TZEMENAKIS: No, Gregory Tzemenakis. 25 COMMISSIONER HOGUE: 26 I'm sorry. 27 MR. GREGORY TZEMENAKIS: That's not a 28 problem.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Tzemenakis)

1	CLOSING SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS FINALES PAR
2	MR. GREGORY TZEMENAKIS:
3	MR. GREGORY TZEMENAKIS: Good afternoon,
4	Commissioner, colleagues.
5	COMMISSIONER HOGUE: I imagine that you get
6	used to that. I should be okay next time.
7	MR. GREGORY TZEMENAKIS: It's a good Greek
8	name, Commissioner.
9	Commissioner, the threat of foreign
10	interference in federal electoral processes and democratic
11	institutions is real, evolving, and is growing both in scope
12	and in substance. Addressing the threat requires a whole
13	society approach.
14	Les Canadiens doivent être sensibilités à la
15	menace dans le but d'accroitre leur résilience. À cette fin,
16	nous devons travailler ensemble pour renforcer nos
17	institutions démocratiques.
18	The Government of Canada's commitment in
19	strengthening Canada's democratic institutions and building
20	resiliency is illustrated by the establishment of this public
21	inquiry. The Terms of Reference direct the inquiry to
22	maximize transparency, while taking all necessary steps to
23	prevent the disclosure of information that would be injurious
24	to the critical interests of Canada and its allies.
25	Comme le directeur du Service et le ministre
26	l'ont noté, il est d'autant plus dans l'intérêt public
27	d'assurer que nos agences de sécurité et de renseignement
28	peuvent continuer à s'acquitter de leurs fonctions. Par

INTERNATIONAL REPORTING INC.

exemple, nous ne devons pas dévoiler les sources, les
 méthodes d'enquête et l'information reçue de nos partenaires
 étrangers.

We must be mindful that we cannot directly or 4 indirectly empower Canada's adversaries with the means to 5 6 allow them to engage in further acts of foreign interference. There does not need to be a dichotomy between transparency 7 and the protection of national security information. 8 We must 9 recognize the public has an interest in protecting some of that information as well, and that the public interest in 10 this discussion also includes privacy rights, democratic 11 rights, and the freedom of expression. 12

This week we heard ... pardon.

13

14 Cette semaine on a entendu que le
15 gouvernement a été critiqué pour avoir surclassifié et trop
16 caviardé de l'information.

We'd just like to remind you that as both the 17 Deputy National Security and Intelligence Advisor to the 18 19 Prime Minister, Mr. Dan Rogers, and CSIS Director Vigneault noted yesterday, there has been an ongoing shift in the 20 21 government towards openness of national security information. 22 This is due in large part to increased national security prosecutions and other legal proceedings, Canada's oversight 23 and review bodies, such as the National Security -- excuse 24 me, National Security Intelligence Review Agency, who work 25 with classified information and produce public reports, and 26 Federal Court decisions on matters related to national 27 28 security.

INTERNATIONAL REPORTING INC.

CLOSING SUBMISSIONS REPRÉSENTATIONS FNALES (Tzemenakis)

1	The question before you this week is, how do
2	we balance that exercise, what opportunities are available.
3	The Government of Canada's approach to this inquiry is not
4	business as usual. Business as usual would mean to simply
5	redact documents. The Government of Canada is interested in
6	a more engaged process with the Commission in order to make
7	use of the limited time available to ensure that as much
8	information can be made public in a way that still protects
9	national security. The Government thus proposes the
10	following:
11	Number 1, continuing to provide the
12	Commission with all relevant information, classified and
13	unclassified.
14	Number 2, supporting writing to release,
15	which means working with the Commission to ensure that the
16	intelligence and information it deems appropriate to release
17	to the public can be publicly shared.
18	Number 3, choosing a proportionate and select
19	group of documents to redact.
20	Number 4, holding in camera hearings leading
21	to a public summary. Where those in camera hearings are
22	needed to fully canvass the issue, the government commits to
23	working with the Commission to provide public summaries of
24	those hearings similar to the way it did for the interviews
25	in advance of this hearing.
26	Number 5, canvassing questions from parties,
27	participants and the public for use in the in camera
28	hearings. Certain questions or lines of questions proposed

INTERNATIONAL REPORTING INC.

by participants should be put to government witnesses by
 Commission counsel.

The government agrees that when the public's access to information is limited, it needs to have confidence that there will be an independent and impartial process led by your counsel to test the evidence and challenge the claims of national security. The Commission is well equipped to fulfil this function.

9 In closing, let me repeat what the Honourable 10 Minister LeBlanc confirmed today. Canadians can be assured 11 that the questions and challenges the Commission will have 12 with respect to national security confidentiality will be 13 taken with the utmost seriousness by the Government of Canada 14 and a commitment to work with the Commission going forward.

At the end of the day, the government is fundamentally committed to preserving the integrity of Canada's electoral processes and democratic institution and the need for transparency in order to enhance Canadians' trust and confidence in democracy.

20

21

Thank you.

COMMISSIONER HOGUE: Thank you.

Alors, avant de clore cette semaine, je veux remercier tous les participants et à tous les avocats de la Commission et autres employés de la Commission pour tout le travail qui a été fait cette semaine, mais ainsi que, et je tiens à le souligner, le ton des échanges qui a été extrêmement respectueux et cordial. Je pense c'est un très bon départ en termes de… en fonction de ce qui nous attend,

INTERNATIONAL REPORTING INC.

et je veux le souligner parce que ce n'est pas toujours le cas. Alors, merci beaucoup à tous. We are looking forward for receiving and reading your written submission and you are all encouraged to provide us with these submissions. And I think we will probably see all of you in the near future. So have a good weekend, all. THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, s'il vous plait. This sitting of the Foreign Interference Commission has adjourned. Cette séance de la Commission sur l'ingérence étrangère est levée. --- Upon adjourning at 3:54 p.m. --- L'audience est suspendue à 15 h 54

1	
2	
3	CERTIFICATION
4	
5	I, Sandrine Marineau-Lupien, a certified court reporter,
6	hereby certify the foregoing pages to be an accurate
7	transcription of my notes/records to the best of my skill and
8	ability, and I so swear.
9	
10	Je, Sandrine Marineau-Lupien, une sténographe officiel,
11	certifie que les pages ci-hautes sont une transcription
12	conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes
13	capacités, et je le jure.
14	
15	Aff up
16	Sandrine Marineau-Lupien
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	